

GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE FOUNDATION



RAPPORT ANNUEL 2014 ANNUAL REPORT



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

— AU SERVICE DES PRÊTEURS D'ESPOIR —

— PROVIDING HOPE THROUGH LENDING —

2014

02

**Message du Président
et du Délégué Général**

Message from the
Chairman and the
Managing Director

04

Les Fondateurs
The Founders

05

La Fondation
The Foundation

06

La Gouvernance
The Governance

07

**Les Comités
de la Fondation**
Foundation's Committees

08

L'Organisation
Organisation

10

L'offre de la Fondation
The Foundation offer

11

**Les procédures /
les outils**
The process / the tools

12

**L'approche du risque
et de la conformité**
The approach to the risk
and the compliance

13

Résultats 2014
2014 Results

16

Le microcrédit
Microcredit

20

**La Facilité Africaine et
l'assistance technique**
African Facility and
Technical Assistance

23

**La microassurance
agricole**
Agricultural
microinsurance

26

Le Social Business
Social Business

30

Le GCA Fund
The GCA Fund

35

Le Plaidoyer
Advocacy

37

**La performance
sociale**
The social
performance

38

**L'approche de
la Fondation**
The approach of
the Foundation

41

Etude de cas
Case study

44

L'impact de nos actions
The impact of our actions

47

Les états financiers
Financial statements

48

**Rapport du Réviseur
d'entreprises**
Report of the Réviseur
d'entreprises

50

Bilan
Balance sheet

52

Notes aux comptes
Notes to the financial
statements



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

CHIFFRES CLÉ DE LA FONDATION GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE

*Key figures of the Grameen
Crédit Agricole Foundation*

31/12/2014

MONTANT DES ENGAGEMENTS

Amount of the commitments

EUR 37 553 000

28%

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
Sub-Saharan Africa

19%

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE
Eastern Europe and Central Asia

8%

MOYEN ORIENT & AFRIQUE DU NORD
Middle East and North Africa

39%

ASIE DU SUD & DU SUD-EST
South and South-East Asia

6%

EUROPE OCCIDENTALE
Western Europe

41

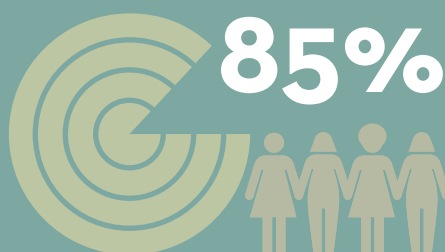
IMF soutenues
Supported MFIs

2 822 673

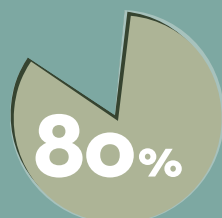
**personnes financées par les
IMF partenaires**
people funded by partner MFIs

418 EUR

**Montant du prêt moyen
des IMF soutenues**
Average loan amount
of supported MFIs



FEMMES SOUTENUES
WOMEN SUPPORTED



**CLIENTS EN
ZONE RURALE**
CUSTOMERS
IN RURAL AREAS



**INVESTISSEMENT EN
MONNAIE LOCALE**
INVESTMENT IN
LOCAL CURRENCY



**ACTIVE
DANS**
ACTIVE
IN

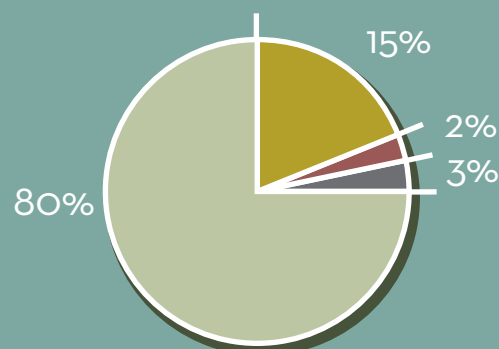
25
PAYS
COUNTRIES



**12 SOCIAL
BUSINESS**

SOUTENUS / SUPPORTED

Répartition par instruments
Breakdown by instruments



- Prêt Senior / Senior Loan**
- Prise de participation / Equity stake**
- Compte courant d'actionnaires / Shareholders' current account**
- Garantie / Guarantee**

Message du Président et du Délégué Général

Message from the Chairman and the Managing Director

Le rapport Findex 2014 de la Banque Mondiale¹ révèle que 2 milliards d'adultes dans le monde restent privés de tout accès à des services financiers formels, qu'il s'agisse de crédit, d'épargne, d'assurance ou de paiement.

The World Bank 2014 Findex report¹ shows that two billion adults in the world are still deprived of any access to formal financial services, whether it is credit, savings, insurance or payment.

Bien que ce chiffre soit en forte diminution de 20% par rapport à celui de l'enquête similaire réalisée en 2011, il montre l'étendue de l'exclusion financière qui frappe principalement les pays en développement. Or l'inclusion financière joue un rôle critique dans la lutte contre la pauvreté, qu'il s'agisse d'accompagner les plus pauvres dans leurs projets économiques, c'est le rôle du microcrédit, ou de leur apporter une protection contre les aléas de la vie, c'est le rôle de l'épargne et de la microassurance.

Créée en septembre 2008 à l'initiative de Crédit Agricole SA, la Fondation Grameen Crédit Agricole contribue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière, en apportant son concours financier et technique aux institutions de microfinance et aux entreprises de social business. Elle s'appuie sur la dotation de 50 millions d'Euros reçue de Crédit Agricole SA à sa naissance et sur une équipe dédiée de 20 personnes.

Active dans 23 pays en développement, dont la moitié situés en Afrique Sub-Saharienne, la Fondation y accompagne 43 institutions de microfinance partenaires² et 12 entreprises de social business.

Le portefeuille de prêts et de garanties de la Fondation en faveur des Institutions de microfinance a presque doublé en 2014. Au travers de ses partenaires en microfinance, la Fondation a un impact indirect auprès de 2,8 millions d'emprunteurs actifs, dont 85% sont des femmes et 80% vivent en zone rurale. Le montant moyen du microcrédit accordé par les institutions partenaires de la Fondation s'élève à 418 €, soit le quart de la moyenne observée chez les institutions financées par des Fonds d'investissement spécialisés. Ces chiffres reflètent le positionnement spécifique de notre Fondation et la priorité donnée aux institutions situées dans les pays les plus pauvres, qui démontrent une performance sociale élevée, notamment vis-à-vis des femmes.

La Facilité africaine de décollage de la microfinance agricole et rurale, lancée en 2013 en partenariat avec l'Agence Française de Développement, a été

Although this figure is down sharply by 20% compared to the similar survey conducted in 2011, it shows the extent of financial exclusion that affects mainly developing countries. Yet, financial inclusion plays a critical role in the fight against poverty, whether it is to accompany the poor in their economic projects, that is the role of microcredit, or provide them with protection against hazards of life, that is the role of savings and microinsurance.

Established in September 2008 at the initiative of Crédit Agricole SA, the Grameen Crédit Agricole Foundation contributes to the fight against poverty and financial exclusion by providing financial and technical assistance to microfinance institutions and social business companies. It relies on the € 50 million endowment received from Crédit Agricole SA at inception, and a dedicated team of 20 people.

Active in 23 developing countries, half of which are located in Sub-Saharan Africa, the Foundation supports 43 partner microfinance institutions² and 12 social business companies.

The portfolio of loans and guarantees of the Foundation for microfinance institutions has almost doubled in 2014. Through its microfinance partners, the Foundation has an indirect impact on 2.8 million active borrowers, 85% of them women and 80% of them located in rural areas. The average amount of microcredits granted by the Foundation's partner institutions amounted to € 418, which is a quarter of the average observed in institutions financed by specialised investment funds. This reflects the specific positioning of our Foundation and the priority given to institutions located in the poorest countries that demonstrate high social performance, in particular vis-à-vis women.

The African take-off Facility for agricultural and rural microfinance, launched in 2013 in partnership with the French Development Agency,



JEAN-MARIE SANDER
Président/Chairman



JEAN-LUC PERRON
Délégué Général/Managing Director

activement déployée en 2014 en Afrique de l'Est et Afrique de l'Ouest : ce dispositif innovant, qui combine financement et assistance technique, a bénéficié à 13 institutions dans 7 pays.

La protection des petites exploitations agricoles familiales contre les risques naturels constitue une autre priorité de recherche, de plaidoyer et d'investissement de notre Fondation. Associée à Pacifica, filiale d'assurance-dommages du Crédit Agricole, dans l'initiative de recherche sur l'assurance indicielle agricole du Pôle innovation Finance de la place parisienne, la Fondation accompagne sur le terrain le projet Assurances Récolte Sahel conduit par Planet Guarantee dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest. En 2014 elle a investi au capital d'ACRE-Africa, créée à l'initiative de la Fondation Syngenta et active en Afrique de l'Est.

En investissant au capital d'entreprises de social business, dont la mission est de donner aux plus pauvres accès à des biens et services essentiels ou de construire des chaînes de valeur inclusive au bénéfice des producteurs locaux, la Fondation prend une part encore plus directe à l'éradication de la pauvreté. Fin 2014, le portefeuille d'engagements de la Fondation en social business s'élève à près de 4 millions d'euros, dont une partie a déjà été transférée au Grameen Crédit Agricole Fund, en anticipation de la levée de fonds. La diversité des secteurs et des partenaires de la Fondation illustre la richesse et l'impact social potentiellement très élevé de l'approche social business inventée et mise en œuvre par le Professeur M. Yunus, Prix Nobel de la Paix.

La Fondation Grameen Crédit Agricole continue à creuser son sillon, qu'elle veut droit et profond, dans le champ du développement et de l'inclusion financière, puisant à la source des valeurs et des savoir-faire de ses deux fondateurs : le groupe Crédit Agricole et la famille Grameen.

has been actively deployed in Eastern and Western Africa in 2014: this innovative scheme, which combines financing and technical assistance, has already benefited 13 institutions in seven countries.

The protection of small family farms against natural hazards is another priority for research, advocacy and investment of our Foundation. Associated with Pacifica, the general insurance subsidiary of Crédit Agricole, in the research initiative on agricultural index-based insurance of the Parisian Finance Innovation Cluster, the Foundation supports on the field the Sahel Harvest Insurance project conducted by Planet Guarantee in four Western-African countries. In 2014, it invested in the capital of ACRE-Africa, created on the initiative of the Syngenta Foundation and active in Eastern-Africa.

By investing in the capital of social business companies, whose mission is to give the poorest access to essential goods and services or build inclusive value chains to the benefit of local producers, the Foundation takes a more direct part in the eradication of poverty. As of end of 2014, the commitment portfolio of the Foundation in the Social Business field amounts to nearly € 4 million, part of which has already been transferred to the Grameen Crédit Agricole Fund, ahead of anticipated fundraising. The diverse nature of sectors and partnerships the Foundation is involved in illustrates the richness and potentially high social impact of the social business approach invented and implemented by Professor Yunus, Nobel Peace Prize.

The Grameen Crédit Agricole Foundation continues carving out its own path in the field of development and financial inclusion by going back to the source of the values and know-how of its two founders: the Crédit Agricole Group and the Grameen family.

Les Fondateurs The Founders



Pr. Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006, Executive Trustee de Grameen Trust et Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., Président de la Fondation Grameen Crédit Agricole.

Pr. Yunus, Nobel Peace Prize Laureate 2006, Executive Trustee of Grameen Trust and Jean-Marie Sander, Chairman of Crédit Agricole S.A., Chairman of Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation.



GRAMEEN TRUST

Créé en 1989, GRAMEEN TRUST diffuse le modèle de microfinance de la Grameen Bank dans le monde : 152 projets ont été soutenus dans 41 pays. Fondée en 1983, la Grameen Bank (banque des villages) a développé au Bangladesh le modèle de référence de la microfinance et a reçu à ce titre avec le Professeur Yunus le Prix Nobel de la Paix en 2006. Elle compte 8,6 millions d'emprunteurs au 31 décembre 2014, dont 96% sont des femmes. Elle est présente dans 81 400 villages du Bangladesh. Outre Grameen Bank, le Professeur Yunus a suscité la création d'une famille complète d'entreprises Grameen de social business, dont la mission est de donner aux plus pauvres accès à la technologie, l'énergie, l'eau potable, l'alimentation, l'éducation et la santé.

Created in 1989, the GRAMEEN TRUST has replicated the Grameen Bank model around the world: 152 projects have been supported in 41 countries. Founded in 1983, the Grameen Bank ("the bank of the villages") established the standard for microfinance in Bangladesh and was awarded, together with Professor Yunus, the Nobel Peace Prize in 2006. As of 31 December 2014, it served 8.6 million borrowers, of whom 96% were women, and was implemented in 81,400 villages in Bangladesh. In addition to the Grameen Bank, Grameen has developed a comprehensive family of social businesses that aim to provide the poorest with access to technology, energy, education and health care.



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Le groupe CRÉDIT AGRICOLE est né en France à la fin du 19ème siècle de l'initiative de paysans désireux d'échapper à l'emprise des usuriers et des propriétaires fonciers et d'avoir accès à des financements adaptés pour leurs récoltes et leurs équipements. Ils se sont alors regroupés en sociétés locales de crédit agricole mutuel. Fort de ses fondements coopératifs et mutualistes, de ses 140 000 collaborateurs et 31 500 administrateurs des Caisses locales et régionales, le groupe Crédit Agricole est aujourd'hui une banque responsable et utile, au service de 50 millions de clients dans le monde. Il compte 8,2 millions de sociétaires en France et 1,1 million d'actionnaires de son véhicule coté.

The CRÉDIT AGRICOLE group was born in France in the late 19th century on the initiative of farmers eager to escape the clutches of moneylenders and landowners and to have access to adequate financing for their crops and equipment by gathering together in local mutual agricultural credit companies. Benefiting from its mutual and cooperative foundations, from its 140,000 staff and 31,500 directors of the local and regional banks, the Crédit Agricole group is today a responsible and helpful bank, serving 50 million customers, 8.2 million members and 1.1 million shareholders.



LA FONDATION THE FOUNDATION

NOTRE MISSION

La Fondation Grameen Crédit Agricole a pour mission de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde, par le développement et l'encouragement d'initiatives locales de microfinance et d'entreprises de « Social Business » dans les pays en développement ou émergents. Cette mission a été réaffirmée en 2014 avec l'ambition d'amplifier et diversifier son action au cours des années à venir.

OUR MISSION

The Foundation's mission is to contribute to the fight against poverty in the world by developing and encouraging local microfinance initiatives and social business companies in developing countries and emerging markets. This mission was reaffirmed in 2014 with the ambition of expanding and diversifying its action over the coming years.

La Gouvernance The Governance

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION / THE BOARD OF DIRECTORS

La Fondation est administrée par un Conseil composé de 12 membres
The Foundation is administered by a Board composed of 12 members



JEAN-MARIE SANDER
Président de Crédit Agricole SA,
Président de la Fondation
Chairman of Crédit Agricole SA,
Chairman of the Foundation
France



S.A.R. MARIA TERESA, GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG
H.R.H. Maria Teresa, Grand Duchess of
Luxembourg



PR. MUHAMMAD YUNUS
Prix Nobel de la Paix 2006,
Fondateur de Grameen Bank
2006 Nobel Peace Prize laureate,
Founder of Grameen Bank
Bangladesh



PR. HUZZATUL ISLAM LATIFEE
Directeur Général de Grameen Trust et
Vice-Président de la Fondation
Managing Director of Grameen Trust and
Vice-Chairman of the Foundation
Bangladesh



M. SHAHJAHAN
Directeur Général par intérim de
Grameen Bank
Acting Managing Director of
Grameen Bank
Bangladesh



PIERRE DEHEUNYNCK
Directeur des Ressources Humaines
Crédit Agricole S.A.
Head of Human Resources at Crédit
Agricole S.A.
France



RAPHAËL APPERT
Directeur Général de la Caisse Régionale
de Crédit Agricole Centre-Est
Managing Director of the Caisse
Régionale de Crédit Agricole Centre-Est
France



BERNARD LEPO
Ancien Directeur Général de la Caisse
Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-
Pyrénées
Former Managing Director of the Caisse
Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-
Pyrénées, **France**



SOUKEYNA NDIAYE BÂ
Directrice Exécutive de la Fondation INAFI,
et ancienne Ministre de la Coopération
décentralisée du Sénégal
General Manager of INAFI, former
Minister of Decentralised Cooperation
Sénégal / Senegal



CHRISTIAN TALGORN
Président de la Caisse Régionale de
Crédit Agricole du Morbihan et Président
du Groupement européen des Banques
coopératives
Chairman of the Caisse Régionale
de Crédit Agricole du Morbihan and
Chairman of the European Association
of Co-operative Banks
France



JEAN-MICHEL SEVERINO
Ancien Directeur Général de l'AFD, gérant
d'Investisseurs et Partenaires (I&P), ancien
Vice-Président de la Banque Mondiale
Former Managing Director of the French
Development Agency (AFD), manager of
Investisseurs et Partenaires (I&P), former
Vice-President of the World Bank
France



BEATRIZ ARMENDARIZ
Professeur d'économie à l'université
Harvard
Lecturer in Economics at Harvard
University
Mexique / Mexico

24

FÉVRIER
FEBRUARY

PARIS

27

OCTOBRE
OCTOBER

LUXEMBOURG

Le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises durant l'année 2014: le 24 février à Paris et le 27 octobre à Luxembourg.

The Board of Directors met twice during the year: on 24 February in Paris and on 27 October in Luxembourg.

Les Comités de la Fondation Foundation's Committees

COMITÉ DE PROJETS PROJECTS COMMITTEE

Le Comité de Projets a pour mission de statuer sur les propositions de financement d'institutions de microfinance et d'entreprises de social business. En 2014, les membres du Comité étaient : Raphaël Appert, Président, Professeur Latifee, Bernard Lepot (en remplacement d'Yves Couturier à compter du 24 février 2014) et Jean-Luc Perron. Le Comité s'est réuni à 7 reprises et a approuvé 39 financements. Le montant cumulé des opérations approuvées en 2014 s'élève à 27,2 millions d'euros.

Depuis la création de la Fondation en septembre 2008, le comité de projets s'est réuni à 38 reprises et a approuvé 144 financements, pour un montant cumulé de 90,9 millions d'Euros.

The role of the Projects Committee is to make decisions on financing proposals for microfinance institutions and social businesses. In 2014, it was composed of Raphaël Appert, Chairman, Pr Latifee, Bernard Lepot (who replaced Yves Couturier from 24 February 2014) and Jean-Luc Perron. It met seven times in 2014 and approved 39 financing proposals. The total value of approved operations in 2014 amounted to €27.2 million, nearly double that of 2013.

Since the Foundation's inception in September 2008, the projects committee has met 38 times and has approved 144 financing operations for a total amount of € 90.9 million.

COMITÉ D'ETHIQUE, DE LA CONFORMITÉ ET DE L'AUDIT ETHICS, COMPLIANCE AND AUDIT COMMITTEE

Ce comité a pour mission de veiller au respect de la charte éthique de la Fondation par ses administrateurs, son personnel et ses agents, de recommander l'adhésion de la Fondation à tout code de conduite ou déclaration de principes en ligne avec sa mission, de s'assurer de la sincérité des comptes et de la conformité des opérations. En 2014, le Comité était constitué de trois administrateurs: Christian Talgorn, Président, Pr Latifee et Pierre Deheunynck. Le Comité s'est réuni le 24 février 2014.

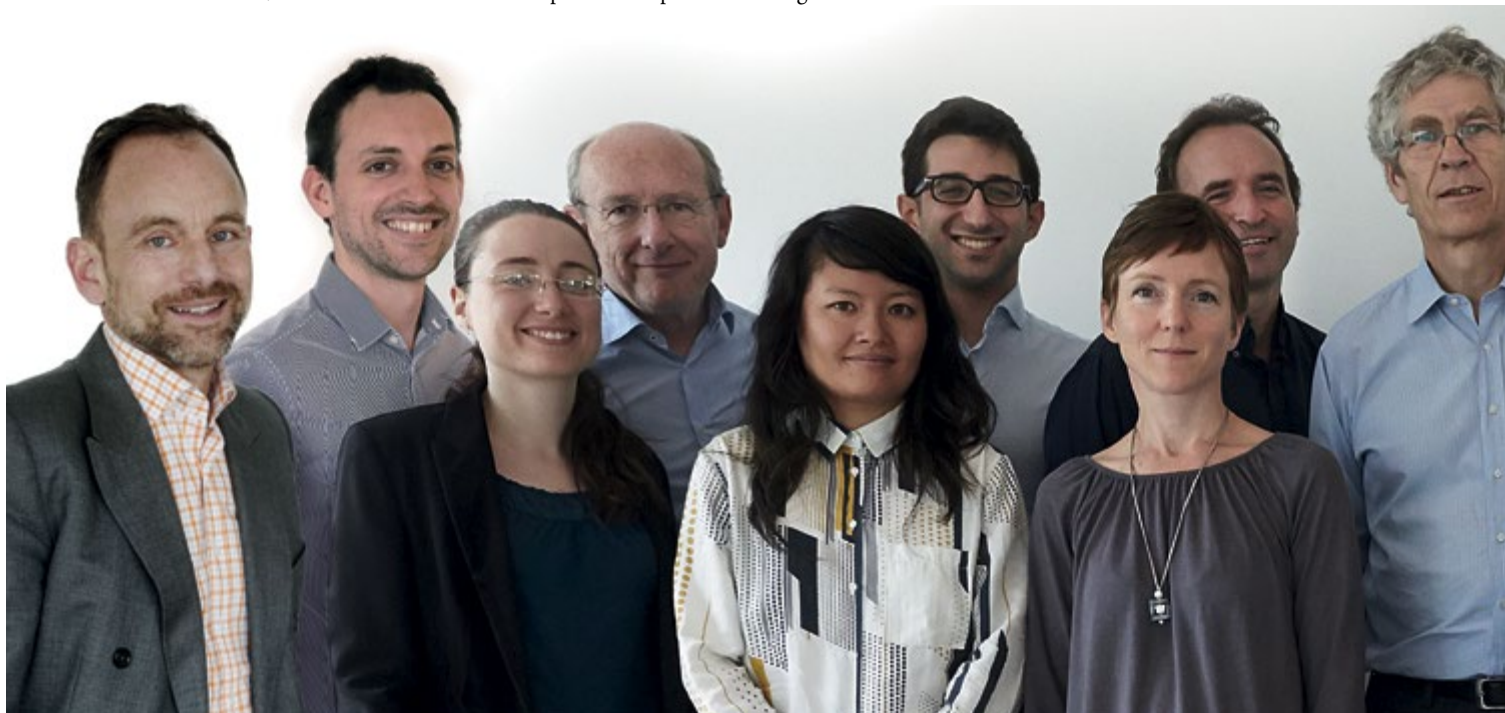
This committee is responsible for ensuring compliance by the Foundation, its directors, employees and agents with the Code of Ethics of the Foundation, recommending the Foundation's backing for any ethics charter, code of conduct or statement of principles proposed either by public organisations or by microfinance organisations, and ensuring the accuracy of the accounts and the conformity of the operations. In 2014, the Committee consisted of three directors: Christian Talgorn, Chairman, Prof. Latifee and Pierre Deheunynck. The Committee met on 24 February, 2014.

L'Organisation Organisation

L'équipe de la Fondation / The Foundation's team

Au 31 décembre 2014, l'équipe de la Fondation était composée de 16 personnes. Elle est organisée en 4 pôles.

As of 31 December 2014, the Foundation team was composed of 16 persons. It is organised into 4 units.



PÔLE DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE MICROFINANCE DEVELOPMENT AND TECHNICAL ASSISTANCE MICROFINANCE UNIT

Dirigé par **Philippe Guichandut**, en charge de la prospection, de l'identification des IMF et de la communication, ainsi que de l'offre d'assistance technique.

Headed by **Philippe Guichandut**, responsible for seeking out and identifying microfinance institutions, for communication as well as for technical assistance services.

DÉVELOPPEMENT MICROFINANCE

- ORIENTATION
- SUIVI DES IMF
- MICROASSURANCE AGRICOLE

FACILITÉ AFRICAINE ET ASSISTANCE TECHNIQUE

- CONSEIL
- ECHANGE MEILLEURES PRATIQUES

COMMUNICATION

- OUTILS DE COMMUNICATION
- ÉVÉNEMENTIEL
- ACTIONS DE PLAIDOYER

MICROFINANCE DEVELOPMENT

- ORIENTATION
- MFIs MONITORING
- AGRICULTURAL MICROINSURANCE

AFRICAN TAKE-OFF FACILITY AND TECHNICAL ASSISTANCE

- COUNSELLING
- EXCHANGE OF BEST PRACTICES

COMMUNICATION

- COMMUNICATION TOOLS
- EVENTS
- ADVOCACY

PÔLE INVESTISSEMENT MICROFINANCE / MICROFINANCE INVESTMENT UNIT

Dirigé par **Jürgen Hammer**, en charge de l'offre de financement, de l'analyse financière et sociale approfondie des IMF et de la présentation des dossiers aux instances de décision.

Headed by **Jürgen Hammer**, responsible for the financing offer, detailed financial and social analysis of microfinance institutions and referral of potential investments to the decision-making bodies.

- ANALYSE FINANCIÈRE
- ANALYSE DE LA PERFORMANCE SOCIALE
- DUE DILIGENCE
- DOSSIER D'INVESTISSEMENT
- MONITORING DU PORTEFEUILLE

- FINANCIAL ANALYSIS
- SOCIAL PERFORMANCE ANALYSIS
- DUE DILIGENCE
- INVESTMENT PROPOSAL
- PORTFOLIO MONITORING



Le Délégué Général / The Managing Director

Jean-Luc Perron a été nommé Délégué Général de la Fondation lors du 1^{er} Conseil d'administration de la Fondation le 4 octobre 2008. Le Délégué Général est chargé d'assurer la gestion journalière de la Fondation. Il participe au Conseil d'administration où il dispose d'une voix consultative.

Jean-Luc Perron was appointed Managing Director of the Foundation during the first Board of Directors meeting on 4 October 2008. The Managing Director is in charge of the day-to-day management of the Foundation and takes part in the Board of Directors meetings in a consultative capacity.



PÔLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER / ADMINISTRATION AND FINANCE UNIT

Dirigé par **Pascal Webanck**, en charge de la gestion financière et de l'administration des opérations de la Fondation.

Headed by **Pascal Webanck**, responsible for the financial and administrative management of the Foundation.

- GOUVERNANCE DE LA FONDATION
- BUDGET / CONTRÔLE DE GESTION
- TRÉSORERIE
- MIDDLE-OFFICE MICROFINANCE ET SOCIAL BUSINESS
- CONTRÔLES PERMANENTS
- CONFORMITÉ
- RESSOURCES HUMAINES
- ADMINISTRATION
- FOUNDATION'S GOVERNANCE
- BUDGET / MANAGEMENT CONTROL
- CASH FLOW
- MICROFINANCE AND SOCIAL BUSINESS MIDDLE-OFFICE
- PERMANENT CONTROLS
- COMPLIANCE
- HUMAN RESOURCES
- ADMINISTRATION

PÔLE SOCIAL BUSINESS / SOCIAL BUSINESS UNIT

Dirigé par **Jean-Luc Perron**, en charge du développement de l'activité Social Business et du lancement du Grameen Crédit Agricole Fund.

Headed by **Jean-Luc Perron**, responsible for developing the Social Business activity and for launching the Grameen Crédit Agricole Fund.

- SÉLECTION, ANALYSE, NÉGOCIATION, SUIVI DES INVESTISSEMENTS DANS DES ENTREPRISES DE SOCIAL BUSINESS
- CONCEPTION, INGÉNIERIE, PLACEMENT DU GRAMEEN CREDIT AGRICOLE FUND, FONDS D'INVESTISSEMENT SOCIAL BUSINESS
- ACTIONS DE PLAIDOYER
- SELECTION, ANALYSIS, NEGOTIATION, MONITORING OF SOCIAL BUSINESS INVESTMENTS
- DESIGN, ENGINEERING, SOCIAL BUSINESS FUND'S INVESTMENT STRATEGY, SOCIAL BUSINESS INVESTMENT FUNDS
- ADVOCACY

L'offre de la Fondation

The Foundation offer

La Fondation offre une gamme complète de services de financement en faveur des Institutions de Microfinance (IMF) et des entreprises de Social Business (SB) qui répondent à ses critères. Elle offre aussi, au cas par cas, une assistance technique pour aider l'institution ou l'entreprise partenaire à améliorer son organisation, ses procédures ou ses méthodologies. L'offre de la Fondation s'inscrit dans une perspective de partenariat à long terme.

The Foundation provides a full range of financing services to Microfinance institutions (MFI) and Social Business companies (SB) that meet its criteria. It also provides, on a case-by-case basis, technical assistance to help the partner institution or company to improve its organisation, procedures or methodologies. The offer of the Foundation is part of a longer-term partnership perspective.

Prêts senior en devises locales Senior Loans in local currencies

La Fondation offre des prêts à moyen et long terme (jusqu'à 7 ans) en devises locales, en EUR ou en USD, adaptés aux besoins de ses partenaires. La Fondation accorde la plus grande importance à faire en sorte que ses partenaires ne soient pas exposés au risque de change.

The Foundation offers medium and long-term loans (up to 7 years) in local currencies, in EUR or in USD, adapted to its partners' needs. The Foundation attaches the greatest importance to make sure its partners avoid exposure to foreign exchange risk.

Garanties Guarantees

La Fondation propose des garanties partielles permettant à ses partenaires de se financer à moyen et long terme, sans risque de change, auprès des banques locales.

The Foundation offers partial guarantees enabling its partners to obtain medium and long-term financing with local banks, without having to assume foreign exchange risks.

Assistance Technique Technical Assistance

La Fondation contribue au renforcement des capacités de ses partenaires grâce à une assistance technique adaptée, notamment dans le cadre de la Facilité de décollage de la microfinance agricole et rurale en Afrique (« la Facilité Africaine »).

The Foundation contributes to the capacity building of its partners through appropriate technical assistance, in particular within the framework of the Take-off Facility for agricultural and rural microfinance in Africa ("The African Facility").

Fonds propres Equity

La Fondation prend des participations minoritaires au capital d'entreprises de social business pour accompagner leur développement et elle joue un rôle actif dans leur gouvernance.

The Foundation takes minority equity stakes in social business companies in order to support their business development and it plays an active role in their governance.

Les procédures / Les outils The process / The tools

UN DISPOSITIF DE SÉLECTION ET D'ANALYSE DES INVESTISSEMENTS REPOSANT SUR UNE DOUBLE APPROCHE FINANCIÈRE ET SOCIALE

Avant toute due diligence sur place, l'équipe de la Fondation effectue une première sélection de partenaires potentiels, sur la base de ses priorités géographiques et sectorielles et des critères tant financiers que sociaux de sa politique d'investissement.

A l'issue de cette phase préliminaire, les opportunités d'investissement sont présentées à un comité interne de la Fondation. En cas de validation par le comité, une mission de due diligence sur le terrain permet d'analyser l'institution ou l'entreprise sous tous ses aspects financiers et sociaux et de nouer un dialogue approfondi avec l'équipe dirigeante. Au retour de cette mission, un comité interne confirme ou non la présentation du dossier aux instances de décision de la Fondation sur la base d'un dossier d'investissement complet.

En règle générale, il appartient au Comité de Projets de prendre la décision d'engagement financier de la Fondation sous forme de prêt, de garantie ou de prise de participation. Les opérations sont ensuite mises en place par les équipes de la Fondation avec le concours de CACEIS Bank Luxembourg, la banque dépositaire de la Fondation.

UN RENFORCEMENT DU SUIVI DE NOS PARTENAIRES

En 2014 la Fondation a poursuivi le renforcement du monitoring systématique du portefeuille microfinance. Chaque trimestre la santé financière des IMF partenaires est passée en revue ; en cas de détérioration avérée de certains indicateurs, un suivi rapproché, mensuel, est mis en place. Une mission sur place peut être organisée pour analyser les difficultés rencontrées et discuter des améliorations possibles avec le management. En outre, la Fondation s'attache à réaliser une visite annuelle de suivi sur le terrain de l'ensemble de ses partenaires actifs.

AN INVESTMENT SELECTION AND ANALYSIS SYSTEM BASED ON A DOUBLE FINANCIAL AND SOCIAL APPROACH

Before any due diligence, the Foundation team makes a first selection of potential partners, based on its geographical and sectorial priorities and both financial and social criteria of its investment policy.

Following this initial phase, the investment opportunities are presented to a Foundation's internal committee. In case of agreement by the Committee, a due diligence mission makes it possible to analyse the institution in all its financial and social aspects and to establish a comprehensive dialogue with the management team. On return from this due diligence mission, an internal committee confirms the presentation of the application to the decision-making bodies of the Foundation on the basis of a complete investment dossier.

Generally, the Projects Committee shall take the decision to financially commit the Foundation in the form of a loan, a guarantee or equity participation. Operations are then implemented by the team of the Foundation with the support of CACEIS Bank Luxembourg, the Foundation's custodian bank.

ENHANCED MONITORING OF OUR PARTNERS

In 2014, the Foundation pursued the strengthening of the systematic monitoring of the microfinance portfolio. Quarterly meetings focus on the overall review of the financial health of partner MFIs: in the case where a deterioration of some indicators is established, a close monthly monitoring is set up. A field mission could possibly be organised to analyse the challenges faced and discuss possible improvements with the management. Furthermore, the Foundation is committed to making an annual follow-up visit to monitor all its active partners.

L'approche du risque et de la conformité

The approach to the risk and the compliance

La Fondation Grameen Crédit Agricole est régie par la Loi modifiée du 21 avril 1928 sur les Associations et les Fondations sans but lucratif du Luxembourg, et placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-Duché. Compte tenu de la nature essentiellement financière de son activité la Fondation s'est rapprochée de Crédit Agricole SA pour bénéficier de ses procédures et de ses outils en matière de contrôle interne des risques et de conformité. A cet effet une convention a été passée en juin 2011 entre la Fondation et Crédit Agricole SA.

The Grameen Crédit Agricole Foundation is governed by the Luxembourg Law of 21 April 1928 on non-for-profit associations and foundations, as amended, and under the control of the Ministry of Justice of the Grand Duchy. Given the essentially financial nature of its activity, the Foundation has approached Crédit Agricole SA to benefit from its procedures and tools relating to internal risk control and compliance. To this end, an agreement was reached in June 2011 between the Foundation and Credit Agricole SA.

La Fondation a ainsi mis en place un Comité de Contrôle Interne qui se réunit au moins une fois par an et auquel participent des représentants de la Direction de la Conformité, de la Direction des Affaires Juridiques, de la Direction des Risques et de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole SA. Un expert indépendant exerce en outre une mission de contrôle et de conseil pour le compte de la Direction des Risques. Un Responsable Conformité a été désigné au sein de l'équipe de la Fondation.

La Fondation a réalisé et actualise régulièrement une cartographie de ses risques et a mis en œuvre un plan de contrôle permanent cohérent avec cette cartographie. Elle est particulièrement vigilante en matière de sécurité financière et applique les procédures usuelles de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

La stratégie risques de la Fondation est validée par le Comité de Contrôle Interne de la Fondation chaque année. Elle fixe des limites d'exposition aux risques de contrepartie, de change et de taux ainsi que des limites de concentration. Des rapports de suivi de ces limites sont régulièrement faits au Comité de Projets et au Conseil d'Administration de la Fondation.

Le Comité d'Ethique, de la Conformité et de l'Audit prend connaissance des rapports de contrôle interne et de conformité produits par le Responsable Conformité ainsi que des rapports présentés par l'expert indépendant sur les risques de toute nature. Il prend également connaissance des comptes annuels et entend le réviseur d'entreprises à l'issue de son audit.

The Foundation has thus implemented an Internal Control Committee, which meets at least once a year and involves representatives of the Compliance, the Legal Affairs and the Risk Departments, and the Inspectorate-General of the Crédit Agricole SA Group. An external independent auditor also ensures a monitoring and counselling mission on behalf of the Risk Management Division. A Compliance Officer has been appointed within the team of the Foundation.

The Foundation has conducted and regularly updates a mapping of its risks and has implemented a coherent permanent control plan on the basis of this mapping. It is particularly vigilant in terms of financial security and applies the usual procedures of fight against money laundering and terrorist financing.

The risk strategy of the Foundation is validated by its Internal Control Committee each year. It sets limits on the level of exposure to counterparty, foreign exchange and interest rate risks, as well as concentration limits. Reports monitoring those limits are regularly produced and presented to the Projects Committee and the Board of Directors of the Foundation.

The Ethics, Compliance and Audit Committee reviews internal control and compliance reports produced by the Compliance Officer as well as reports presented by the external independent auditor on all kind of risks. It also reviews the annual accounts and hears the auditor after the audit.

RÉSULTATS
2014
RESULTS

54 PARTNERSHIPS IN 25 COUNTRIES

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE *Sub-Saharan Africa*

Bénin / Benin

ALIDÉ (MF)
RENACA (MF)

Burkina Faso

ASIENA (MF)
ACFIME (MF)
PAMF (MF)

Cameroun / Cameroon

BIOTROPICAL (SB)

Kenya

KENYA WOMEN FINANCE TRUST (MF)
JUHUDI KILIMO (MF)
BIMAS (MF)
ACRE-AFRICA (SB)

Malawi

FINCA MALAWI (MF)

Madagascar

PHILEOL (SB)
TIAVO (MF)

Mali

RMCR (MF)

Ouganda / Uganda

ECLOF (MF)
UMF (MF)
ENCOT (MF)

République Démocratique du Congo / Democratic Republic of Congo

HEKIMA (MF)
OXUS RDC (MF)
PAIDEK (MF)

Sénégal / Senegal

LA LAITERIE DU BERGER (SB)
CAURIE MICROFINANCE (MF)
MEC FADEC (MF)
SFA (SB)

Togo

WAGES (MF)
COOPEC SIFA TOGO (MF)

ASIE DU SUD ET DU SUD-EST *South and South-East Asia*

Bangladesh

GRAMEEN DANONE FOODS LTD (SB)

Cambodge / Cambodia

HATTHA KAKSEKAR LTD (MF)
TPC (MF)
CHAMROEUN (SB)
AMK (MF)
PPSE (SB)

Inde / India

GREEN VILLAGE VENTURES (SB)

Indonésie / Indonesia

KOMIDA (MF)
MBK VENTURA (MF)
BINA ARTHA VENTURA (MF)

Sri Lanka

LOMC (MF)
BERENDINA MICROFINANCE
INSTITUTE (MF)
VISION FUND LANKA (MF)

Timor Leste / East Timor

TRM (MF)

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD *Middle East and Northern Africa*

Jordanie / Jordan

MFW (MF)

Palestine

ACAD-FINANCE (SB)
FATEN (MF)

EUROPE OCCIDENTALE *Western Europe*

France

UV+ SOLAIRE (SB)
BABYLOAN / ABC MICROFINANCE (SB)

Pays-Bas / Netherlands

TCX FUND

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE *Eastern Europe and Central Asia*

Azerbaïdjan / Azerbaijan

FINDEV (MF)
VIATOR (MF)

Georgie / Georgia

CRYSTAL (MF)

Kosovo

KREDITIMI RURAL I KOSOVO (MF)

Tadjikistan / Tajikistan

OXUS (MF)
RAVNAQ (MF)
ARVAND (MF)
HUMO AND PARTNERS

MF: MICROFINANCE
SB: SOCIAL BUSINESS

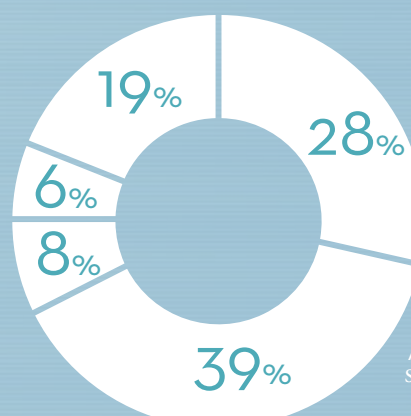
REPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE GEOGRAPHICAL BREAKDOWN OF COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER



EUROPE DE L'EST ET
ASIE CENTRALE
EASTERN EUROPE
AND CENTRAL ASIA

EUROPE OCCIDENTALE
WESTERN EUROPE

MOYEN ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD
MIDDLE EAST AND
NORTHERN AFRICA



AFRIQUE SUB-SAHARIENNE
SUB SAHARAN AFRICA

ASIE DU SUD ET DU SUD-EST
SOUTH AND SOUTH-EAST ASIA

Le microcrédit

Microcredit

NOTRE CIBLAGE ET NOTRE OFFRE DE FINANCEMENT

La microfinance a pour mission d'offrir des services d'épargne, de crédit et d'assurance adaptés aux besoins des deux milliards¹ de personnes qui dans le monde n'ont pas accès à des services financiers formels.

La Fondation Grameen Crédit Agricole ne fait pas elle-même de micro-prêts à ces personnes. Elle propose des financements adaptés aux institutions locales de microcrédit qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour répondre aux besoins de leurs clients et qui font la preuve de leur rigueur de gestion et de leur engagement social.

Après le ralentissement observé ces dernières années, principalement dû à l'impact des crises de confiance dans les institutions de microfinance dans certaines régions du monde, le secteur a renoué avec la croissance en 2013, croissance qui s'est poursuivie en 2014. Celle-ci va de pair avec un renforcement des réglementations et des disciplines collectives pour prévenir les emballements et les dérives qui ont été dénoncés à juste titre dans certains pays, notamment en Inde.

Le développement du microcrédit est toutefois très inégal suivant les régions du monde et très disparate selon les secteurs économiques. Au plan géographique, l'Afrique, et notamment l'Afrique Sub-saharienne, continue d'être le parent pauvre, avec des institutions de microcrédit de taille souvent modeste et avec un modèle économique fragile. Au plan sectoriel, le microcrédit connaît une croissance rapide en milieu urbain ou semi-urbain, mais rencontre beaucoup plus de difficultés quand il s'agit de financer des petites exploitations agricoles, dispersées sur un vaste territoire et exposées aux risques naturels.

Partant de ce double constat, la Fondation a décidé depuis l'origine de donner une forte priorité aux IMF en Afrique Sub-saharienne et de mettre l'accent sur l'activité agricole et le milieu rural.

CRITÈRES SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Il existe plusieurs milliers d'institutions de microcrédit dans le monde, de toute taille et de statut très varié. La Fondation Grameen Crédit Agricole propose son concours financier et son assistance technique aux Institutions de Microfinance (IMF) qui :

- se donnent comme mission essentielle de lutter contre la pauvreté et pour l'inclusion financière des plus pauvres, principalement les femmes,
- offrent une gamme de microcrédits destinée à financer des petits projets générateurs de revenus;

OUR TARGETTING AND OUR FUNDING OFFER

Microfinance aims at offering savings, credit and insurance services, tailored to the two billion¹ people in the world with no access to formal financial services.

The Grameen Crédit Agricole Foundation does not itself grant micro-loans to these people. It provides financing tailored to local microfinance institutions that do not have sufficient resources to meet the needs of their clients and that demonstrate their rigorous management and social commitment.

After the slowdown recorded in previous years, mainly due to the impact of the crisis of confidence in microfinance institutions in some parts of the world, the sector returned to growth in 2013, a growth that continued in 2014. That is accompanied by the reinforcement of regulations and joint management to avoid the runaways and the frauds that were correctly denounced in some countries, including India.

However, the development of microfinance is very uneven across regions and very diverse depending on the economic sectors. Geographically, Africa, and in particular Sub-Saharan Africa, continues to be the poor relation of the sector, with microfinance institutions often smaller and with a precarious economic model. At the sectoral level, microcredit experiences rapid growth in urban or semi-urban areas, but faces much greater difficulties when it comes to finance small farms scattered over a large territory and exposed to natural hazards.

Based on these two observations, the Foundation decided from the start to give a high priority to Sub-Saharan MFIs and focus on farming and rural areas.

SOCIAL AND ECONOMIC CRITERIA

There are thousands of microfinance institutions in the world, of any size and with very different statuses. The Grameen Crédit Agricole Foundation provides financial and technical assistance to those Microfinance Institutions (MFIs) that:

- have a core mission of combating poverty and promoting the financial inclusion of the poorest, and mostly women;
- provide a range of microcredit products to finance small income generating projects;

2013	Progression des activités microfinance de la Fondation / Increase in the Foundation's microfinance activities	2014
19	Financements approuvés pendant l'année / <i>Funding operations approved during the year</i>	31
€ 12,4 M	Montant total des financements approuvés pendant l'année / <i>Total amount of funding operations approved during the year</i>	€ 26,0 M
€ 15,5 M	Montant total des engagements / <i>Total amount of commitments</i>	€ 31,9 M
+32%	Progression du montant des engagements par rapport à l'exercice précédent / <i>Increase in the total amount of commitments compared to previous year</i>	+106%
18	Nombre de pays en développement où la Fondation est active / <i>Number of developing countries where the Foundation operates</i>	20
33*	Nombre d'IMF soutenues / <i>Number of MFIs supported</i>	43*
2,0 M	Personnes financées par les IMF partenaires / <i>People funded by partner MFIs</i>	2,8 M

* Y compris Chamroeun et ACAD-Finance / Including Chamroeun and ACAD-Finance

- se conforment à un certain nombre de principes éthiques, auxquels la Fondation adhère, notamment en ce qui concerne l'information et la protection des emprunteurs, le niveau des taux d'intérêt pratiqués, les méthodes de recouvrement des prêts et la prévention de la corruption;
- contribuent à la protection et l'amélioration de l'environnement;
- démontrent une vraie discipline de remboursement des microcrédits, grâce à une méthodologie d'octroi et de recouvrement adaptée et un personnel bien formé;
- ont un modèle économique et une organisation leur permettant de se développer en comptant sur leurs propres forces.

- comply with a number of ethical principles, to which the Foundation adheres, notably those relating to information for and protection of borrowers, level of interest rates offered, loan collection methods and the prevention of corruption;
- contribute to the protection and improvement of the environment;
- demonstrate a real microcredit repayment discipline, thanks to a suitable methodology for granting of loans and recovery and a well-trained staff;
- have a business model and an organisation that enable them to develop by relying on their own strength.

TAILLE/MATURITÉ DES IMF

La Fondation s'adresse prioritairement aux IMF appartenant aux niveaux 2 et 3 de la segmentation des IMF, c'est-à-dire des IMF de taille moyenne ou petite, ayant atteint ou en voie d'atteindre un niveau d'autosuffisance financière et d'équilibre d'exploitation, mais qui n'ont pas un accès aisé à des sources de financement domestiques ou internationales.

ORIENTATION AGRICOLE ET RURALE

Parmi ces IMF, la Fondation met plus particulièrement l'accent sur celles qui ont une vocation agricole et rurale. Par rurale, on entend une IMF dont plus de 50% des points de distribution sont situés en zone rurale. Par agricole, on entend les IMF dont plus de 50% des emprunteurs vivent de l'agriculture.

PRIORITÉS GÉOGRAPHIQUES

La Fondation intervient en priorité dans les zones où le développement de la microfinance est pratiquement l'unique voie d'accès aux services financiers de base pour les plus pauvres, et dans les pays où son intervention aura la plus grande valeur ajoutée. La Fondation retient comme zones prioritaires pour ses interventions :

- L'Afrique sub-saharienne
- L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
- L'Asie du Sud et du Sud-Est

SIZE/MATURITY OF MFIS

The Foundation gives priority to MFIs belonging to tiers two and three of the MFI classification. This refers mainly to medium-sized MFIs that have achieved or are on the verge of achieving a level of financial self-sufficiency and operational equilibrium, but do not have easy access to domestic or international financing sources.

AGRICULTURE AND RURAL FOCUS

Among these MFIs, the Foundation gives preference to those with an agricultural and rural vocation. Rural refers to an MFI which has over 50% of its distribution points in a rural area. Agricultural refers to an MFI which has over 50% of its borrowers relying on farming for their livelihood.

GEOGRAPHIC PRIORITIES

The Foundation is active as a matter of priority in areas where the development of microfinance is practically the sole channel of access to basic financial services for the poor, and in countries where the Foundation will produce the greatest added-value. The Foundation retains the following priority areas for its operations:

- Sub-Saharan Africa
- Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

REPARTITION DES ENGAGEMENTS MICROFINANCE AU 31 DECEMBRE BREAKDOWN OF MICROFINANCE COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER



NOTRE ACTIVITÉ MICROFINANCE EN 2014

Le Comité de Projets a approuvé 31 financements en 2014 sous forme de prêts ou de garanties, pour un montant de 26 millions d'Euros.

Au 31 décembre 2014, les engagements microfinance de la Fondation s'élevaient à 31,9 millions d'Euros, soit un doublement par rapport à l'exercice précédent.

A la même date, le nombre d'opérations de microcrédit approuvées depuis la création de la Fondation s'élevait à 106 pour un montant cumulé de 80,2 millions d'Euros. La Fondation était active en microfinance dans 20 pays en développement. Le portefeuille de la Fondation s'est enrichi de quatre nouveaux pays : Ouganda, Malawi, Jordanie et Georgie.

Au cours de l'année 2014, la Fondation a continué de développer la Facilité africaine de décollage de la microfinance agricole et rurale lancée en 2013, en partenariat avec l'AFD (Agence Française de Développement). Huit dossiers relevant de la Facilité ont été approuvés en 2014 pour un montant total d'engagements de 3,4 millions d'Euros.

OUR MICROFINANCE ACTIVITY IN 2014

The Projects Committee approved 31 funding operations in 2014 in the form of loans or guarantees, for a total amount of € 26 million.

As of December 31, 2014, the Foundation's microfinance commitments amounted to € 31.9 million, which is double as compared with the previous exercise.

As of the same date, the number of microcredit operations approved since the creation of the Foundation was 106 for a total amount of € 80.2 million. In the microfinance field, the Foundation was active in 20 developing countries including four new countries (Uganda, Malawi, Jordan and Georgia).

In 2014, the Foundation continued to develop the African Facility for agricultural and rural microfinance implemented in 2013, in partnership with the AFD (Agence Française de Développement). Eight projects falling within the Facility scheme have been approved in 2014, with total commitments amounting to € 3.4 million.

TROIS QUESTIONS À ? THREE QUESTIONS TO



Mamadou Lamine GUEYE

Directeur Général de CAURIE-Microfinance (Sénégal)
Managing Director of CAURIE-Microfinance (Senegal)

1. Quelle est la mission de CAURIE-Microfinance?

La mission de CAURIE-Microfinance est de contribuer durablement à la promotion économique et sociale des microentrepreneurs pauvres, principalement les femmes, en leur offrant des produits et services financiers appropriés.

2. Comment l'institution CAURIE-Microfinance participe-t-elle au développement social des communautés ?

La méthodologie d'intervention de CAURIE-Microfinance repose essentiellement sur la promotion de groupes organisés, structurés et réglementés, communément appelés "Bancs Villageois" ou « BV ». Ceux-ci regroupent entre 30 à 100 femmes issues de groupements communautaires et reposant fondamentalement sur la gestion participative et sur la caution à travers les mécanismes des groupes solidaires. La stratégie repose sur les six principes du « Crédit aux pauvres » qui sont :

1. Servir les plus pauvres,
2. Commencer "petit" et grandir,
3. Lier les crédits aux épargnes,
4. Utiliser les garanties solidaires,
5. Promouvoir la gestion participative, et
6. Promouvoir la performance économique et sociale.

Par ailleurs, CAURIE-Microfinance continue à diversifier sa méthodologie d'intervention en offrant d'autres produits et services financiers, tels que le prêt individuel mixte (PIM), le dépôt à vue individuel (DAVI), le transfert d'argent, etc.

3. Que vous apporte votre partenariat avec la Fondation Grameen Crédit Agricole ?

Notre partenariat avec la Fondation Grameen Crédit Agricole a démarré en 2009 avec un premier prêt de 328 millions de FCFA (500 000 Euros) alors que notre dossier de demande d'agrément était encore en suspens au Ministère des Finances. Ce geste était une marque très importante de confiance vis-à-vis de notre organisation qui a poussé d'autres partenaires à adopter la même attitude. Depuis lors, nous avons reçu successivement 700 et 500 millions de FCFA de financement, soit un total de 1 528 millions de FCFA (2,3 millions d'Euros). Ce concours de la Fondation a fortement contribué à l'atteinte des performances opérationnelles et financières que notre institution a enregistrées ces dernières années. En effet, ces ressources nous ont permis d'accorder plus de prêts, principalement en milieu rural. L'augmentation de l'activité de crédit nous a également permis d'améliorer sensiblement notre autosuffisance financière. Nous sommes vraiment très satisfaits de ce partenariat et reconnaissants envers la Fondation Grameen Crédit Agricole.

1. What is the mission of CAURIE-Microfinance?

CAURIE-Microfinance's mission is to contribute to sustainable economic and social development of poor microentrepreneurs, mainly women, by offering them appropriate financial products and services.

2. How does CAURIE-Microfinance contribute to the social development of local communities?

The intervention methodology of CAURIE-Microfinance is based mainly on promoting organised, structured and regulated groups, commonly called "Village Banks" or "VB". These bring together between 30 to 100 women from community groups and fundamentally based on participative management and the endorsement through solidarity groups mechanisms. The strategy is based on the six principles of "Credit to the poor" which are:

1. Serve the poorest,
2. Start "small" and grow,
3. Link loans to savings,
4. Use group guarantees,
5. Promote participative management, and
6. Promote economic and social performance.

Furthermore, CAURIE-Microfinance continues to diversify its intervention methodology by offering other financial products and services, such as the mixed individual loan (PIM), the individual term deposit (DAVI), money transfer, etc.

3. What does your partnership with the Grameen Crédit Agricole Foundation bring to your institution?

Our partnership with the Grameen Crédit Agricole Foundation started in 2009 with a first loan of 328 million CFA francs (€ 500,000) while our request for accreditation was still pending at the Ministry of Finance. This gesture was a very important sign of confidence vis-à-vis our organisation that pushed other partners to do the same. Since then we have received successively 700 and 500 million FCFA funding, for a total of 1,528 million FCFA (€ 2.3 million). This support from the Foundation has contributed significantly to the achievement of operational and financial performances recorded in recent years. Indeed, these resources enabled us to lend more, especially in rural areas. The increase in credit activity has also enabled our institution to improve its financial self-sufficiency. We are very pleased of our partnership and grateful towards the Grameen Crédit Agricole Foundation.

La Facilité Africaine et l'assistance technique African Facility and Technical Assistance

La Fondation Grameen Crédit Agricole cible prioritairement l'Afrique Sub-saharienne dans son action en faveur d'un meilleur accès des plus défavorisés aux services financiers. C'est en effet dans cette région que les services financiers inclusifs sont les plus nécessaires et les moins développés. Avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), la Fondation a mis en place un dispositif pilote pour accompagner un plus grand nombre d'institutions de microfinance (IMF) rurales, en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est : « la Facilité de décollage pour la microfinance agricole et rurale en Afrique ». Ce dispositif combine une composante financière et une composante d'assistance technique.

The Grameen Crédit Agricole Foundation targets primarily Sub-Saharan Africa as it seeks to promote a better access of the poor to financial services. It is indeed in this area that inclusive financial services are most needed and least developed. With the support of the French Development Agency (Agence Française de Développement - AFD), the Foundation has set up a pilot scheme to support a greater number of rural microfinance institutions (MFIs), both in Western and in Eastern Africa: "The Take-off facility for agricultural and rural microfinance in Africa". This scheme combines both a financial and a technical assistance component.





La Facilité permet à la Fondation de sélectionner les IMF bénéficiaires et de leur proposer des financements selon des critères et des procédures assouplis, notamment en termes de taille de portefeuille, de niveau de risque et de ratios d'endettement et d'autosuffisance opérationnelle.

Au-delà des critères financiers, la qualité de la gouvernance et du management des institutions est un élément déterminant d'appréciation ainsi que leur performance sociale, en particulier leur engagement auprès des femmes et des petits agriculteurs. Ce positionnement est apprécié au moyen d'indicateurs tels que le montant du prêt moyen octroyé par l'IMF, la proportion de femmes dans la clientèle ou la proportion de clients agriculteurs.

A fin décembre 2014, la Fondation a financé 11 institutions de microfinance dans le cadre de la Facilité Africaine, pour un montant cumulé de 3,4 millions d'Euros, soit 11% des engagements microcrédit de la Fondation.

Cette offre de financement est accompagnée d'un plan d'assistance technique qui a pour but de renforcer les compétences de l'institution partenaire, en particulier sa gestion du risque. En fonction des besoins de l'institution, l'assistance technique peut porter sur des sujets tels que l'élaboration d'un plan d'affaires, la gestion des ressources humaines, le diagnostic institutionnel ou la mise en place ou l'adaptation d'un système d'information et de gestion. La Facilité est dotée d'un fonds d'assistance technique de 1,6 millions d'Euros, co-financé par la Fondation et l'AFD. Pour identifier et analyser les institutions éligibles à la Facilité Africaine, la Fondation fait appel à deux experts senior basés l'un à Dakar (Sénégal) pour l'Afrique de l'Ouest, l'autre à Kigali (Rwanda) pour l'Afrique de l'Est. Ces experts ont également un rôle de coordination et de représentation sur la zone, d'élaboration des programmes d'assistance technique, de sélection des agents et de suivi des missions d'AT.

A fin décembre 2014, la Fondation a réalisé 17 missions d'assistance technique au profit d'institutions éligibles à la Facilité Africaine et compte treize missions en cours. Ces missions ont concerné principalement la gestion du risque, le renforcement de l'audit interne, l'analyse des systèmes d'information, la gouvernance, la transformation des institutions et l'élaboration de plans d'affaires.



The Facility allows the Foundation to select beneficiary MFIs and provide them with financing based on more flexible criteria and procedures, particularly in terms of portfolio size, risk level, debt and operational self-sufficiency ratios.

Beyond the financial criteria, the quality of governance and institution management is a key element of the assessment, as well as their social performance, in particular their commitment to women and small farmers. This position is appreciated by indicators such as the amount of the average loan granted by the MFI, the proportion of women in the clientele and the proportion of farmer customers.

At the end of December 2014, the Foundation had financed 11 microfinance institutions within the framework of the African Facility for a cumulative amount of € 3.4 million that is 11% of the Foundation's microfinance commitments.

This financing offer is accompanied by a technical assistance plan which aims to strengthen the skills of the partner institution, in particular its risk management. Depending on the institution's needs, technical assistance may cover topics such as developing a business plan, human resources management, institutional diagnosis or the development or adaptation of an information and management system. The Facility has been endowed with a technical assistance fund of € 1.6 million, co-funded by the Foundation and the French Development Agency (AFD). To identify and analyse the institutions eligible to the African Facility, the Foundation works with two senior experts based one in Dakar (Senegal) for Western-Africa and the other in Kigali (Rwanda) for Eastern-Africa. These experts also have a coordination and representation role on their area, and are in charge of developing technical assistance programmes, selecting staff and monitoring technical assistance missions.

At the end of December 2014, the Foundation had conducted 17 technical assistance missions for the benefit of institutions eligible to the African Facility and had thirteen ongoing missions. These missions were mainly related to risk management, strengthening of internal audit, analysis of information systems, governance, the transformation of institutions and the development of business plans.

TROIS QUESTIONS À ? THREE QUESTIONS TO



Paschal MANDHAWUN

Directeur Général d'ENCOT (Ouganda)

Managing Director of Encot (Uganda)

1. Quelle est la mission d'ENCOT ?

La mission d'ENCOT est de fournir des services de microfinance et de développement entrepreneurial aux communautés rurales regroupant des petits et moyens exploitants agricoles, en particulier des femmes, afin de leur permettre de créer leurs propres emplois et d'améliorer leurs conditions de vie. La vision sous-jacente est celle de créer un système qui permette aux communautés agricoles difficiles à atteindre d'avoir un accès pérenne à des services financiers abordables.

2. Comment ENCOT participe-t-elle au développement social des communautés ?

ENCOT est une IMF ougandaise d'impact social à but non lucratif créée en 2006 en réponse aux défis de pauvreté et de souffrance des communautés paysannes rurales.

ENCOT impacte les communautés locales de plusieurs manières, à la fois directement et indirectement grâce à l'effet multiplicateur des prêts consentis et des entreprises créées. Outre l'emploi direct de 61 employés, l'impact immédiat sur les communautés rurales est l'extension des services financiers, en particulier les microcrédits, à des communautés qui auparavant en étaient exclues. La présence d'ENCOT a changé leur vie en permettant aussi bien aux agriculteurs d'accroître la surface de leurs exploitations qu'aux artisans locaux d'avoir accès à de meilleurs marchés en ville.

3. Que vous apporte votre partenariat avec la Fondation Grameen Crédit Agricole ?

Notre partenariat avec la Fondation a débuté en mai 2013, avec une proposition pour un accord de prêt accompagné d'une offre d'assistance technique. Les conseils concernant d'importantes lacunes opérationnelles jamais relevées ont été le point crucial de ce partenariat! Les lacunes identifiées n'avaient pas seulement affecté négativement le bon fonctionnement de l'institution mais également les perspectives de croissance de l'organisation. Parallèlement à la mission d'assistance technique, nous avons bénéficié d'un accord de co-financement pour le recrutement d'un chef comptable et d'un auditeur interne sur une période d'un an. Ceci a marqué un tournant dans la façon dont l'institution était gérée, avec une incidence significative sur la qualité de notre information financière et de la gestion des risques. Ceci a accru le niveau de confiance de nos investisseurs et considérablement amélioré notre potentiel de partenariat et de financement.

Enfin, ce partenariat comprend un dispositif de fonds d'emprunt qui accroît notre capacité de prêt, nous permettant ainsi de développer de manière significative l'offre de produits et notre étendue géographique. En tant que jeune institution, ceci a une grande incidence sur notre pérennité et notre compétitivité.

1. What is the mission of ENCOT?

ENCOT's mission is to provide microfinance and enterprise development services to small/medium holder rural farmer communities, most especially women, to enable them create their jobs and scale up the economic ladder to allow for a dignified and fulfilling livelihood. The underlying vision is to create a system where hard to reach rural farmers communities have sustainable access to affordable financial services.

2. How does ENCOT contribute to the social development of local communities?

ENCOT is an indigenous Ugandan not-for-profit social impact MFI founded in 2006 as a response to the challenges of poverty and suffering faced by the rural farmer communities.

ENCOT has contributed to local communities in many ways -both directly and indirectly- through the multiplier effect of the loans issued and enterprises created. Besides the direct employment of 61 staff members, the immediate impact to the rural communities is the extension of financial services, most especially microcredit facilities, to communities who previously had no access to financial services. ENCOT's intervention has changed lives in many ways from enabling farmers increase acreage to supporting local artisans access better markets in the city.

3. What does your partnership with the Grameen Crédit Agricole Foundation bring to your institution?

Our partnership with the Foundation started in May 2013 with an indicative terms offer for a hybrid loan arrangement accompanied with Technical Assistance. Critical in this partnership was the very first invaluable insights concerning key operational gaps we had unknowingly lived with for years! The gaps identified had not only affected the effective running of the organisation, but had fundamentally undermined the immediate and future growth plans of the institution. Coupled with the technical assistance was a co-funding agreement for the recruitment of the Chief Accountant and the Internal Auditor for a year. This marked a turning point in how the institution was run - significantly impacting the quality of our financial reporting and risk management. To this effect, our financial reporting standards were elevated to IFRS level. The quality of financial reporting and improved risk management profile has raised the confidence level among our stakeholders and greatly increased our partnerships and funding potential.

Last but equally significant, the partnership also included a loan fund arrangement significantly enabling the institution grow its breadth in terms of products and geographical expanse. As a young institution, this has had great implication on both sustainability and competitiveness of the institution.

La microassurance agricole

Agricultural microinsurance



Il existe environ 450 millions d'exploitations de moins de deux hectares dans les pays en développement. L'écrasante majorité de ces fermes, sauf en Inde, ne bénéficie d'aucune protection contre les risques naturels, en particulier la sécheresse, qui peuvent détruire leurs récoltes ou leur bétail et ruiner leurs moyens de subsistance. Cependant, les techniques d'assurance traditionnelles basées sur l'indemnisation évaluée par un expert sont de fait inabordables pour ces petites exploitations.

Les progrès réalisés par les techniques d'assurance indicielle, qui déclenchent une indemnisation totale ou partielle quand des indices montrent des conditions climatiques exceptionnellement défavorables ou des rendements anormalement faibles, changent la situation. Combinée aux innovations technologiques (imagerie satellitaire et téléphonie mobile) et aux innovations commerciales, l'assurance indicielle ouvre des perspectives permettant d'offrir l'assurance-récolte à un prix abordable pour des sommes assurées de 100 USD ou moins. En retour, l'agriculteur, qui est assuré contre les risques naturels pour le coût de ses intrants (engrais, semences) ou pour le montant du prêt accordé par une institution de microcrédit, est encouragé à investir et produire plus. La microassurance agricole a un important effet de levier sur le développement des exploitations familiales et le renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays du sud.

En 2014, la Fondation a poursuivi son soutien à l'Assurance Récolte Sahel, un projet pilote d'assurance-récolte dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Burkina Faso et Bénin), géré par Planet Guarantee, avec le soutien financier de la SFI (Banque Mondiale). Elle a fourni un soutien financier et technique au projet, en particulier sur le plan marketing. Le projet Assurance Récolte Sahel a ainsi permis d'assurer 33 000 agriculteurs sur la base d'indices météorologiques ou de rendement pour les récoltes de coton, arachide et maïs. Les polices d'assurance sont distribuées par le biais des coopératives ou des groupements d'agriculteurs ou au travers des institutions de microfinance (IMF).

There are about 450 million farms of less than two hectares in developing countries. The overwhelming majority of these farms, except in India, has no protection against natural hazards, particularly droughts, which can destroy their harvest or their livestock and ruin their livelihoods. However, traditional insurance techniques based on compensation assessed by an expert are indeed prohibitive for small farms.

The progress made by index-based insurance techniques, which trigger total or partial compensation when indices show exceptionally unfavourable weather conditions or abnormally low yields, changes the situation. Combined with technological innovations – satellite imagery, mobile telephone – and marketing innovations, index-based insurance opens up prospects offering harvest insurance at an affordable price for insured sums of \$100 or less. In return, the farmer, who is insured against natural hazards for the cost of inputs (fertilisers, seeds) or for the short-term seasonal loan granted by a microfinance institution, is encouraged to invest and produce more. Agricultural microinsurance has a significant leverage effect on the development of family farms and food security strengthening in southern countries.

In 2014, the Foundation continued to support the Sahel Harvest Insurance project, a crop insurance pilot project implemented in four West African countries (Senegal, Mali, Burkina Faso and Benin), run by Planet-Guarantee, with financial support from the IFC (World Bank). It provided financial and technical support to the project, especially in terms of marketing. The Sahel Harvest Insurance project has thus allowed ensuring 33,000 farmers on the basis of meteorological or yielding indices for the cotton, peanuts and maize crops. Insurance policies are distributed through cooperatives or groups of farmers, or through microfinance institutions (MFIs).

L'engagement de la Fondation en matière de microassurance agricole a fait une avancée significative en 2014 avec un investissement de 370 000 Euros au capital d'ACRE-Africa, entreprise qui prend la suite du projet Kilimo Salama développé pendant quatre ans par la Fondation Syngenta avec le soutien de la SFI (Banque Mondiale). En 2014, 233 000 agriculteurs ont bénéficié d'une assurance indicielle fournie par ACRE-Africa au Kenya et au Rwanda.

Durant l'année, la Fondation a également poursuivi son engagement dans l'initiative de recherche sur l'assurance agricole indicielle en partenariat avec Pacifica, filiale d'assurance dommages du Crédit Agricole, l'Institut Europlace de Finance, Airbus et les Universités de Paris-Dauphine et Nanterre. Dans le cadre de ce partenariat, la Fondation bénéficie, pendant 2 à 3 ans, de la présence, à temps partiel, de deux chercheurs dans le domaine de l'assurance indicielle.

Par ailleurs, la Fondation continue de jouer un rôle actif de communication et de plaidoyer. Dans le cadre du Réseau International de Microassurance (MiN), qui regroupe 70 organisations, la Fondation co-facilite le groupe de travail sur les investisseurs / bailleurs en microassurance, et participe au groupe de travail sur la microassurance agricole. Elle a pris l'initiative d'organiser une visite d'étude sur l'assurance agricole au Mexique, en amont de la conférence internationale de la microassurance, avec le soutien du Fonds multilatéral d'investissement (FOMIN) et en coopération avec l'Association mexicaine des institutions de crédit du secteur social AMUCSS. Ce voyage de 4 jours a réuni 25 participants de différentes nationalités.

En outre, la Fondation a pris une part active aux différentes conférences consacrées à l'assurance indicielle et à son impact sur la sécurité alimentaire, en particulier lors d'une table ronde co-organisée avec Planet Guarantee et la Fondation FARM pendant le Salon International de l'agriculture qui s'est tenu à Paris en Février 2014, et lors de la Conférence organisée par le Ministère de la Coopération Allemand à Berlin en Novembre 2014.

The Foundation's commitment to agricultural microinsurance has taken a significant step forwards in 2014 with an investment of €370,000 in the capital of ACRE-Africa, a business that takes over the Kilimo Salama project developed for four years by the Syngenta Foundation with the support of the IFC (World Bank). In 2014, 233,000 farmers have benefited from index-based insurance policies provided by ACRE-Africa in Kenya and Rwanda.

During the year, the Foundation also continued its commitment to the research initiative on index-based agricultural insurance in partnership with Pacifica, the general insurance subsidiary of Crédit Agricole, the Europlace Institute of Finance, Airbus and the Universities of Paris-Dauphine and Nanterre. As part of this partnership, the Foundation will benefit from the presence of two part-time researchers in the field of index-based insurance, over a two to three-year period.

Furthermore, the Foundation continues to play an active communication and advocacy role. As part of the International Microinsurance Network (MiN), which brings together 70 organisations, the Foundation co-facilitates the working group on microinsurance investors / donors and participates in the working group on agricultural microinsurance. It took the initiative to organise a study visit on agricultural insurance in Mexico ahead of the international conference of microinsurance, with the support of the Multilateral Investment Fund (FOMIN) and in partnership with the Mexican Association of the Social Sector Credit Institutions AMUCSS. This four-day trip brought together 25 participants from different nationalities.

In addition, the Foundation has taken an active part in various conferences on index-based insurance and its impact on food security, especially a round table co-organised with Planet Guarantee and the FARM Foundation during the International Agriculture Fair, held in Paris in February 2014, and the conference organised by the German Ministry of Cooperation in Berlin in November 2014.



TROIS QUESTIONS À ? THREE QUESTIONS TO

**Benjamin NJENGA**

Responsable du Développement d'ACRE-Africa (Kenya)
Development Manager of ACRE-Africa (Kenya)

1. Quelle est la mission d'ACRE-Africa ?

La mission d'ACRE-Africa est de libérer tout le potentiel de l'agriculture et de travailler en faveur de l'équité, de l'égalité et de l'innovation dans le secteur agricole grâce à des solutions localisées qui réduisent les risques associés au climat.

2. Comment ACRE-Africa participe-t-elle au développement social des communautés ?

Les mauvaises conditions météorologiques ont un impact négatif sur les communautés à faible revenu qui sont fortement tributaires de l'agriculture pluviale pour leur subsistance. Les produits d'assurance indicielle d'ACRE-Africa offrent une solution de gestion des risques qui peut être efficacement mise à profit pour réduire les chocs économiques et renforcer les investissements des petits agriculteurs en les aidant ainsi à atténuer les effets négatifs du climat sur l'agriculture.

3. Que vous apporte votre partenariat avec la Fondation Grameen Crédit Agricole ?

La Fondation Grameen Crédit Agricole est l'un des principaux investisseurs d'ACRE-Africa. En mettant à disposition des fonds propres, la Fondation soutient le développement d'ACRE-Africa en tant qu'entreprise de social business qui a le potentiel de devenir pérenne et de continuer à aider les agriculteurs à atténuer les risques liés au climat sur le long terme.

1. What is the mission of ACRE-Africa?

ACRE-Africa's mission is to unlock the full potential of agriculture and work towards equity, fairness and innovation in the agricultural sector through localised solutions that reduce climate-associated risk.

2. How does ACRE-Africa contribute to the social development of local communities?

Adverse weather conditions are already negatively impacting low-income communities that are highly dependent of rain-fed agriculture for their livelihoods. ACRE-Africa's weather based index insurance products provide a risk management solution that can be effectively leveraged to reduce economic shocks and boost smallholder farmers' investments, helping them mitigate the effects of weather-based adversity in agriculture.

3. What does your partnership with the Grameen Crédit Agricole Foundation bring to your institution?

The Grameen Crédit Agricole Foundation is one of ACRE-Africa's key impact investors. By providing investment funds, the Foundation is supporting the development of ACRE-Africa as a social enterprise that has the potential to become fully sustainable and continue serving farmers to mitigate climate associated risks in the long run.

Le Social Business

Social Business

NOTRE VISION DU SOCIAL BUSINESS

Un social business a pour raison d'être de répondre à l'un ou l'autre des multiples défis de la pauvreté et de l'exclusion, tout en obéissant à un modèle d'entreprise. L'entreprise de social business prend ainsi le meilleur de deux mondes : la rigueur et la capacité d'innovation propres au monde de l'entrepreneuriat et l'altruisme propre au monde de la philanthropie. Conçue et mise en œuvre concrètement avec succès par le Professeur Yunus, l'approche social business vise à créer et développer des entreprises économiquement viables qui placent la lutte contre la pauvreté au cœur de leur stratégie et de leur business model, et dont les actionnaires acceptent de recycler les profits pour atteindre un plus grand impact.

La Fondation investit dans des entreprises de social business qui ont pour mission

- soit de donner aux plus pauvres accès à des biens et services essentiels, tels que nutrition, eau potable, énergie, services financiers ...
- soit de mettre en place des chaînes de valeur inclusives au bénéfice des producteurs locaux.

NOTRE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

La Fondation prend des participations minoritaires au capital d'entreprises de social business. Elle accompagne leur développement sur une période de 5 à 7 ans en leur proposant :

- **Un accompagnement financier** : capital, prêts et garanties pour des montants compris entre 50 000 Euros et 500 000 Euros,
- **Un accompagnement non-financier** : participation à la gouvernance, assistance technique, coaching.

Les régions prioritaires d'investissement sont l'Afrique sub-saharienne, l'Afrique du Nord-Moyen Orient et l'Asie du Sud et du Sud-Est.

OUR VISION OF SOCIAL BUSINESS

The purpose of a social business is to meet one or another of the multiple challenges of poverty and exclusion, while obeying a business model. Thus the social business company takes the best of both worlds: the entrepreneurship world's rigor and own innovation capacity and the philanthropy world's own altruism. Effectively developed and successfully implemented by Professor Yunus, the social business approach is aimed at creating and developing economically viable enterprises which put the fight against poverty at the heart of their strategy and their business model, and whose shareholders accept to recycle profits to achieve greater impact.

The Foundation invests in social business companies whose mission is to

- Either give to the poor access to essential goods and services, such as nutrition, drinking water, energy, financial services ...
- or establish inclusive value chains in favour of local producers.

OUR INVESTMENT POLICY

The Foundation acquires minority stakes in social business companies. It supports their development over a period of five to seven years by offering:

- **Financial assistance**: equity, loans and guarantees for amounts ranging from € 50,000 to € 500,000,
- **A non-financial support**: participation in governance, technical assistance, coaching.

The priority investment regions are Sub-Saharan Africa, North Africa-Middle East and South and South-East Asia.

NOS DOMAINES D'EXPERTISE

La Fondation, avec le soutien de son réseau de partenaires, a développé un savoir-faire sur trois secteurs d'activité proches des valeurs et de l'expertise de ses fondateurs :

- **La structuration de filières agricoles inclusives**

Le développement de filières agricoles inclusives permet de donner à des petits producteurs dans des zones rurales isolées un accès au marché et une valorisation équitable de leur production. La Fondation investit dans des entreprises agro-alimentaires qui font appel à des agriculteurs pauvres sous contrat pour se fournir en matières premières, leur apportent une assistance technique et contribuent à leur structuration en groupements. Elle s'associe à des partenaires locaux et internationaux qui partagent cette vision et disposent du savoir-faire nécessaire pour sa mise en œuvre.

- **La transformation d'activités économiques conduites par des ONG en entreprises sociales pérennes**

Dans le cadre de leur mission sociale, des ONG développent des activités, des produits ou des services susceptibles d'être transformés en entreprises pérennes de social business. La Fondation accompagne ces ONG et investit à leurs côtés dans la création d'entreprises économiquement équilibrées, au service de leur mission sociale.

- **La production et la distribution de produits et services essentiels**

En conjuguant l'innovation technologique, l'innovation produits, l'innovation marketing et une approche innovante de la distribution, le social business a le pouvoir d'inventer des business models qui mettent des biens et produits essentiels à la portée des plus pauvres, tout en assurant la pérennité économique et le développement de l'entreprise. En partenariat avec des entrepreneurs locaux ou des grandes entreprises, la Fondation investit au capital de telles entreprises. Elle a choisi prioritairement les domaines de la nutrition, de l'eau potable, de l'énergie et des services financiers.

OUR AREAS OF EXPERTISE

The Foundation, with the support of its network of partners, has developed expertise in three areas of activity close to the values and expertise of its founders:

- **Structuring of inclusive agricultural sectors**

The development of inclusive agricultural sectors can give small producers in remote rural areas market access and a fair valuation of their production. The Foundation invests in agri-businesses which rely on poor farmers contracted to provide raw materials, providing them with technical assistance and contributing to their structuring into groups. It is partnering with local and international partners who share this vision and have the know-how necessary for its implementation.

- **The transformation of economic activities implemented by NGOs into sustainable social companies**

As part of their social mission, NGOs develop activities, products or services that can be transformed into sustainable social business companies. The Foundation supports these NGOs and invests alongside them in creating economically balanced businesses, supporting their social mission.

- **The production and distribution of essential goods and services**

As it combines technological, product and marketing innovation, and an innovative approach to distribution, social business has the power to invent business models that bring essential goods and products within the reach of the poorest, while ensuring economic sustainability and development of the company. In partnership with local entrepreneurs or large companies, the Foundation invests in the capital of such companies. It has primarily chosen to invest in the areas of nutrition, drinking water, energy and financial services.

LES RÉALISATIONS EN SOCIAL BUSINESS EN 2014

En 2014, la Fondation a poursuivi le développement de son activité social business : dix nouveaux financements ont été approuvés par le Comité de Projets en faveur de sept entreprises, pour un montant total de 1,6 million d'Euros. A fin décembre 2014, le portefeuille Grameen Credit Agricole est constitué de participations dans 12 entreprises de social business, dans 9 pays, pour une valeur nette de 3,75 millions d'Euros¹. La diversité géographique et sectorielle de ce portefeuille et la diversité des partenariats noués – grands groupes, entrepreneurs individuels, ONG – démontrent le potentiel d'adaptation de l'approche social business.

Parmi les investissements réalisés en 2014, on peut citer :

- ☉ **ACRE-Africa**, est un projet de microassurance agricole qui a été porté par la Fondation Syngenta pendant 4 ans au Kenya sous le nom de Kilimo Salama et transformé en 2014 en entreprise de social business, sous le nom d'Agriculture and Climate Risk Enterprise Ltd (ACRE). La Fondation a investi 370 000 Euros au capital de cette nouvelle entreprise dont elle détient 8,3% des parts. ACRE-Africa conçoit des produits d'assurance permettant à des petits agriculteurs d'être protégés contre les risques de perte de récolte. Ces produits sont basés sur des indices météorologiques ou des indices de rendement, qui déclenchent automatiquement une indemnisation, si l'agriculteur est exposé à des conditions naturelles défavorables. Les produits sont distribués par des « agrégateurs », qui associent l'assurance à la fourniture d'intrants (engrais, semences), ou à l'octroi d'un crédit de campagne. ACRE-Africa ne supporte elle-même aucun risque assurantiel. Fin 2014, les assurances proposées par ACRE-Africa ont bénéficié à 233 000 exploitants agricoles au Kenya et au Rwanda.
- ☉ **Green Village Ventures (GVV)** est une nouvelle entreprise de social business en Inde, spécialisée dans la distribution de lampes solaires dans les villages de l'Uttar Pradesh, en partenariat avec un entrepreneur social indien et ENGIE (anciennement GDF-Suez). La Fondation a investi 200 000 Euros fin 2014 au capital de cette entreprise, dont elle détient 13% des parts. Le modèle économique de GVV repose sur un accord de partenariat avec l'administration indienne des Postes : GVV équipe les bureaux de poste ruraux avec des panneaux solaires et une station de recharge de lampes solaires. Les lampes sont louées aux villageois pour un prix sensiblement égal à la moitié de leur dépense pour alimenter des lampes à kérosène, qui sont dangereuses pour leur santé. Les lampes sont déposées le matin par les villageois au bureau de poste pour être mises en charge et récupérées le soir. Le postier rural reçoit une rémunération complémentaire à son salaire pour son action technique et commerciale et pour l'encaissement des loyers. 20 villages ont été équipés à titre expérimental ; 250 devraient l'être en 2015.

2014 ACHIEVEMENTS IN SOCIAL BUSINESS

In 2014, the Foundation continued to develop its social business activity: ten new funding were approved by the Projects Committee in favour of seven companies for a total amount of € 1.6 million. As of December 2014, the Grameen Credit Agricole portfolio consisted of holdings in 12 social business companies in nine countries, for a net book value of € 3.75 million¹. The geographical and sector diversity of this portfolio and the diversity of partnerships established – large groups, individual entrepreneurs, NGOs – demonstrate the potential for adaptation of the social business approach.

Among the investments made in 2014, one can mention:

- ☉ **ACRE-Africa**, is an agricultural microinsurance project developed by the Syngenta Foundation for four years in Kenya under the name of Kilimo Salama and transformed into a social business company in 2014 under the name of Agriculture and Climate Risk Enterprise Ltd (ACRE). The Foundation has invested € 370,000 in the capital of this new company, holding 8.6% of the shareholding. ACRE-Africa designs insurance products allowing small farmers to be protected against the risk of crop losses. These products are based on weather indices or performance indicators that automatically trigger compensation if the farmer is exposed to adverse natural conditions. Products are distributed by "aggregators" that combine insurance with the provision of inputs (fertilizers, seeds), or the grant of a seasonal credit. ACRE-Africa does not support any insurance-risk itself. As of end of 2014, the insurance products provided by ACRE-Africa had benefited 233,000 farmers in Kenya and Rwanda.
- ☉ **Green Village Ventures (GVV)** is a new social business company located in India, specialising in the distribution of solar lamps in villages of Uttar Pradesh, in partnership with an Indian social entrepreneur and ENGIE (formerly GDF-Suez). The Foundation invested € 200,000 at the end of 2014 in the capital of the company, holding 13% of the shareholding. GVV's business model is based on a partnership agreement with the Indian Post administration: the GVV team equips rural post offices with solar panels and a charging station for solar lamps. The lamps are rented to the villagers for a price approximately equal to half of what they would spend to fuel kerosene lamps, which are dangerous to their health. The lamps are dropped-off in the morning by villagers at the post office to be loaded and they are retrieved in the evening. The rural postman receives additional remuneration for his technical and commercial action and for the collection of rents. 20 villages have been equipped on an experimental basis, and an additional 250 should be equipped in 2015.

NOS ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES DE SOCIAL BUSINESS

En 2014, la Fondation a réalisé plusieurs missions d'assistance technique auprès des entreprises de son portefeuille :

- **Procédure de traçabilité** : Biotropical est une entreprise camerounaise, pionnière en agriculture biologique. Elle collecte, cultive et transforme des fruits tropicaux. La mission confiée à une ONG spécialisée a consisté à améliorer le processus de suivi des flux de matières premières et de produits finis dans la chaîne de valeur de Biotropical. Les outils de suivi, une fois mis en place, permettront à l'entreprise de mieux gérer ses relations commerciales avec l'amont de la filière, ses coûts de production ainsi que les risques de contamination de ses produits biologiques.
- **Appui apporté à l'ONG Entrepreneurs du Monde** dans la structuration juridique et financière de l'entreprise Palmis Enèji. Entrepreneurs du Monde pérennise son programme énergie en Haïti en créant une entreprise de social business.
- **Accompagnement de PPSE** dans la structuration juridique et financière du dossier d'acquisition d'un terrain en bordure de Siem Reap (Cambodge).

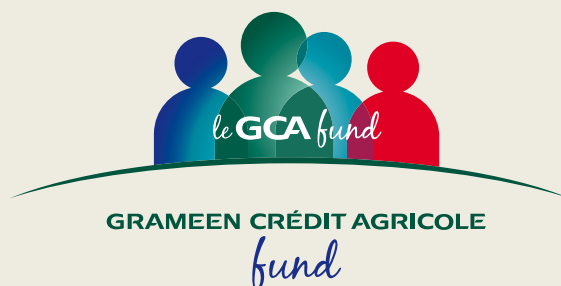
OUR SUPPORT ACTIONS TO SOCIAL BUSINESS COMPANIES

In 2014, the Foundation has conducted several technical assistance missions for the benefit of its portfolio companies:

- **Traceability procedure**: Biotropical is a Cameroonian pioneer company in organic farming. It collects, grows and processes tropical fruits. The mission entrusted to a specialised NGO consisted in improving the process of monitoring raw materials and finished products flows in the Biotropical value chain. Once implemented, monitoring tools will enable the company to better manage its trade relationships with the upstream sector, its production costs and the risks of contamination of its organic products.
- **Support to the NGO Entrepreneurs du Monde** in developing the legal and financial framework of Palmis Enèji. Entrepreneurs du Monde perpetuates its energy programme in Haiti by creating a social business company.
- **Accompanying PPSE** in the legal and financial structuring of the purchase of a lot at the boundary of Siem Reap (Cambodia).



Grameen Crédit Agricole Fund



Pour donner plus de visibilité à son approche Social Business, promouvoir ce concept auprès d'investisseurs socialement motivés et attirer davantage de ressources pour le développement de son activité en faveur des entreprises de social business, la Fondation a créé le Grameen Crédit Agricole Fund (GCA Fund). Le Fonds a reçu le visa de la Commission de Surveillance du Secteur Financier du Luxembourg.

To give more visibility to its social business approach, promote this concept amongst socially motivated investors and attract more resources for the development of its activity in favour of social business companies, the Foundation launched the Grameen Crédit Agricole Fund (GCA Fund). The Fund received approval from the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier.



Son conseil d'administration est présidé par le Professeur M. Yunus. Son Vice-Président est M. Jean-Michel Sévérino, administrateur de la Fondation, gérant du Fonds Investisseurs & Partenaires. Le Fonds vise une levée de fonds de 20 millions d'Euros, dont 20% souscrits par la Fondation Grameen Crédit Agricole, soit 4 millions d'Euros.

Par résolution circulaire du 1er Juillet 2014, le Conseil d'administration de la Fondation a autorisé le transfert des participations qu'elle détient dans les entreprises de social business au GCA Fund, à hauteur de 4 millions d'Euros.

A fin décembre 2014, 8 participations, ainsi que les comptes courants d'associés correspondants, ont été transférées pour un montant de 3 004 856 Euros.

- ACRE-Africa (Kenya)
- ACAD-Finance (Palestine)
- Chamroeun (Cambodge)
- Laiterie du Berger (Sénégal)
- Sénégalaise des Filières Alimentaires (Sénégal)
- Phileol-Madagascar (Madagascar)
- Grameen Danone Foods Ltd (Bangladesh)
- UV + Solaire (France)

La valeur de chaque participation transférée a été validée par un auditeur externe, le cabinet Deloitte & Touche Luxembourg.

Le Conseil d'administration du Fonds s'est réuni à deux reprises en 2014, le 24 Février à Paris et le 29 Juin à Dacca, sous la présidence du Professeur M. Yunus. Lors de la réunion du 29 Juin, le conseil a approuvé l'ouverture d'une période de souscription pour la Fondation via l'apport de ses titres et comptes courants d'associés dans les entreprises de social business. En contrepartie de son apport, la Fondation a reçu 200 751 actions de classe A et 1 021 313 actions subordonnées de classe B du Fonds. Au 31 décembre 2014, la Fondation est l'unique actionnaire du GCA Fund.

L'équipe de la Fondation poursuit ses efforts auprès des investisseurs institutionnels ou qualifiés, intéressés par l'approche social business proposée par la Fondation.

En consolidé, au 31 Décembre 2014, les engagements de la Fondation dans les entreprises de social business se montent à 3 745 713 Euros.

Its Board of Directors is chaired by Professor Yunus. Jean-Michel Sévérino, Director of the Foundation and Manager of the Investisseurs & Partenaires Fund is the Vice-President. The Fund seeks to secure a € 20 million fundraising, 20% of which will be subscribed by the Grameen Crédit Agricole Foundation that is € 4 million.

By circular resolution of 1st July 2014, the Board of Directors of the Foundation authorised the transfer of its shareholdings in the social business companies to the GCA Fund, to the tune of € 4 million.

At end-December 2014, 8 holdings, and the corresponding shareholders' current account were transferred for a total amount of € 3,004,856.

- ACRE-Africa (Kenya)
- ACAD-Finance (Palestine)
- Chamroeun (Cambodia)
- Laiterie du Berger (Senegal)
- Sénégalaise des Filières Alimentaires (Senegal)
- Phileol-Madagascar (Madagascar)
- Grameen Danone Foods Ltd (Bangladesh)
- UV + Solaire (France)

The value of each shareholding transferred was validated by an external auditor, Deloitte & Touche Luxembourg.

The Board of Directors met twice in 2014, on 24 February in Paris and on 29 June in Dhaka, under the chairmanship of Professor Yunus. At the meeting on 29 June, the Board approved the opening of a subscription period for the Foundation through the conveyance of its securities and shareholder's current accounts in social business companies. In exchange for the value of this contribution, the Foundation received 200,751 class A shares and 1,021,313 class B subordinated shares of the Fund. At December 31, 2014, the Foundation is the sole shareholder of the GCA Fund.

The Foundation's team is pursuing its efforts among institutional and qualified investors interested in the social business approach proposed by the Foundation.

At December 31, 2014, the consolidated Foundation's commitments in social business companies amounted to € 3,745,713.

Le portefeuille d'investissements The investment portfolio

31/12/2014

A

Investissements transférés au GCA Fund Investments transferred to the GCA Fund

Entreprises <i>Businesses</i>	Secteurs d'activité <i>Business sector</i>	Pays d'implantation et date de création <i>Country of location and date of creation</i>	Date d'entrée dans le portefeuille <i>Date of investment</i>	Montant de l'investissement* <i>Total investment amount*</i>			
				% du capital <i>of capital</i>	en capital <i>capital</i> (€'000)	en dette <i>debt</i> (€'000)	Total (€'000)
Laiterie du Berger		Sénégal/Senegal 2006	2010	11,6%	619	0	619
Chamroeun		Cambodge/Cambodia 2006	2012	20%	249	57	306
Grameen Danone Food Ltd		Bangladesh 2006	2012	9,2%	628	0	628
PhileoL Madagascar		Madagascar 2008	2012	23,8%	58	93	151
UV+Solaire**		France 2008	2012	20,0%	51	99	150
Sénégalaise des Filières Alimentaires(SFA)		Sénégal/Senegal 2013	2013	20,0%	143	200	343
ACAD-Finance		Palestine 2013	2014	9,4%	406	0	406
ACRE		Kenya/Tanzanie (Tanzania) / Rwanda 2014	2014	8,3%	402	0	402
SOUS TOTAL / SUB-TOTAL A					2 556	449	3 005

B

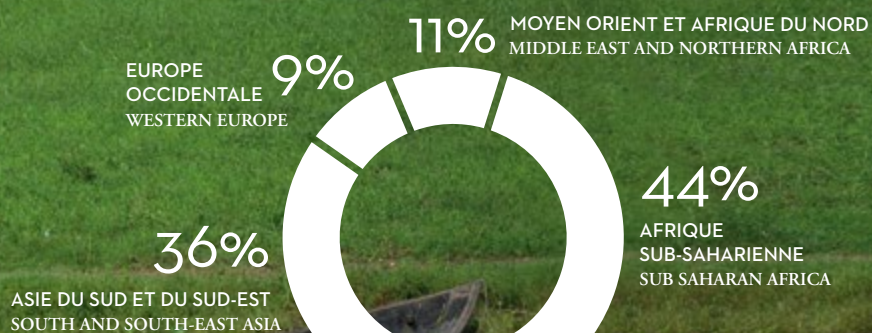
Investissements en instance de transfert de la Fondation GCA Investments about to be transferred from the GCA Foundation

Entreprises <i>Businesses</i>	Secteurs d'activité <i>Business sector</i>	Pays d'implantation et date de création <i>Country of location and date of creation</i>	Date d'entrée dans le portefeuille <i>Date of investment</i>	Montant de l'investissement* <i>Total investment amount*</i>			
				% du capital <i>of capital</i>	en capital <i>capital</i> (€'000)	en dette <i>debt</i> (€'000)	Total (€'000)
ABC Microfinance		France 2008	2010	4,2%	165	0	165
Phare Performing Social Enterprise (PPSE)		Cambodge/Cambodia 2013	2013	16,1%	48	148	196
Biotropical		Cameroun/Cameroon 2000	2013	15,4%	70	80	150
Green Village Ventures		Inde / India 2008	2014	13,3%	200	0	200
SOUS TOTAL / SUB-TOTAL B					483	228	711
TOTAL A+B					3 039	677	3 716

* Valeur nette comptable / *Net book value*** UV+Solaire intervient au Cambodge et à Madagascar /
UV+Solaire operates in Cambodia and MadagascarServices financiers
Financial servicesSanté
HealthAgro alimentaire
Agri-foodCulture
CultureEnergies renouvelables
Renewable energies

REPARTITION DES ENGAGEMENTS SOCIAL BUSINESS AU 31 DECEMBRE BREAKDOWN OF SOCIAL BUSINESS COMMITMENTS AS OF 31 DECEMBER

Par région
By region



Par instrument
By instrument

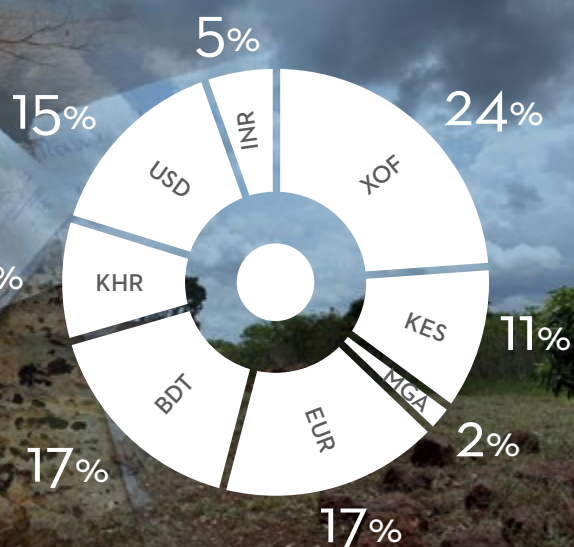
PRISE DE
PARTICIPATION
EQUITY

COMPTE COURANT
D'ACTIONNAIRE
SHAREHOLDERS'
CURRENT ACCOUNT

83%

17%

Par devise
By currency



TROIS QUESTIONS À ? THREE QUESTIONS TO



Krish R. KRISHNAN

Directeur Général de Green Village Ventures (Inde)

Managing Director of Green Village Ventures (India)

1. Quelle est la mission de Green Village Ventures ?

Green Village Ventures (GVV) est une entreprise de social business dont la mission est de répondre aux besoins basiques d'éclairage, d'énergie et d'eau des communautés rurales mal desservies dans le nord de l'Inde, en utilisant un modèle économique novateur et pérenne.

2. Comment Green Village Ventures participe-t-elle au développement social des communautés ?

Dans l'Inde rurale, la principale source de combustible pour l'éclairage est le kérosène, avec 67 millions de lampes à pétrole en usage. Le kérosène est très inefficace en termes de coût par unité d'énergie et nécessite des subventions gouvernementales insoutenables. En outre, la combustion de kérosène est très toxique pour la santé des utilisateurs, ainsi que pour l'environnement. Un avantage clé du service de Green Village Ventures est que les villageois n'ont plus besoin d'acheter du kérosène pour l'éclairage. En optant pour une lanterne solaire, un ménage type économise 100 roupies par mois (environ 1,40 Euros), réduisant ainsi ses dépenses d'éclairage d'environ 50%. Les utilisateurs font également des économies en ayant la possibilité de recharger leurs téléphones portables dans les stations de recharge. L'éclairage LED améliore aussi considérablement la productivité du village dans la mesure où les ménages ruraux pauvres qui ont des petites activités peuvent accroître leurs revenus en travaillant plus longtemps la nuit. En outre, le passage à l'éclairage LED réduit fortement l'incidence des incendies domestiques et crée un cadre de vie plus sain puisque les villageois, en particulier les femmes et les enfants, ne respirent plus les émissions toxiques de kérosène. Pour finir, l'entreprise crée aussi beaucoup d'emplois ruraux et renforce l'économie locale grâce à la formation du personnel.

3. Que vous apporte votre partenariat avec la Fondation Grameen Crédit Agricole ?

La Fondation a fortement encouragé et guidé Green Village Ventures afin que l'entreprise grandisse et se développe rapidement tout en répondant aux valeurs sociales fondamentales. Dans le cadre de ce processus, GVV a également signé une charte Social Business rédigée grâce à un dialogue constructif avec la Fondation. Des représentants de la Fondation et d'ENGIE (anciennement GDF-Suez), co-investisseur au capital de GVV, siègent au Conseil d'administration de l'entreprise où ils ont un rôle très actif.

1. What is the mission of Green Village Ventures?

Green Village Ventures (GVV) is a social enterprise whose mission is to meet the lighting, energy, water and other basic needs of rural underserved communities in northern India using a pioneering and sustainable business model.

2. How does Green Village Ventures contribute to the social development of local communities?

The primary source of fuel for lighting across rural India is kerosene, with 67 million kerosene lanterns in use. Kerosene is highly inefficient in terms of cost per energy unit and requires unsustainable government subsidies. Furthermore, burning kerosene is highly toxic to the health of its users as well as the environment. A key benefit of GVV's service is that villagers no longer have to purchase kerosene for lighting purposes. By switching to a solar lantern, a typical household saves 100 rupees per month (around €1.40), reducing its total lighting expenditure by approximately 50%. Users also save more money by being able to recharge their cell phones from charging stations. LED lighting also greatly improves village productivity, as poor rural households operating in small industries can increase their income by working longer at night. Furthermore, switching to LED lighting sharply reduces the incidence of domestic fires and creates a healthy indoor living environment as villagers, particularly, women and children, no longer breathe kerosene's toxic emissions. Finally, the company also creates a number of rural jobs and strengthens the local economy through staff training.

3. What does your partnership with the Grameen Crédit Agricole Foundation bring to your institution?

The Foundation has been active in encouraging and guiding Green Village Ventures to position itself for rapid scale-up and growth while addressing core social values. As a part of this process, GVV also signed a Social Business Charter that was developed through an active dialogue with the Foundation. Representatives of the Foundation and the co-investor ENGIE (formerly GDF) serve on the GVV Board of Directors with active ongoing governance roles.

LE PLAIDOYER : La fondation, un acteur engagé ADVOCACY: The foundation, a committed actor

La Fondation prend une part active dans des plateformes et organisations professionnelles et auprès des institutions nationales et internationales pour faire entendre la voix d'une microfinance responsable et promouvoir l'approche social business.

The Foundation takes an active part in professional platforms and organisations and among national and international institutions to get the voice of responsible microfinance heard and to promote the social business approach.

La Fondation est membre des plateformes ou partie prenante des initiatives suivantes :

☉ **Convergences** (www.convergences.org), plateforme d'échange et de débat présidée par Jean-Michel Sévérino, qui réunit un large éventail d'acteurs français publics (AFD, Ville de Paris, Ministère des affaires étrangères, ...), privés (entreprises, banques, HEC, ...) et solidaires (Handicap International, ACTED, Groupe SOS, ...) pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la précarité dans les pays du Nord et du Sud. La Fondation en est membre depuis sa création et son Délégué Général en est Vice-Président. Les problématiques abordées sont la microfinance, l'économie sociale et solidaire, le social business, la coopération internationale et les objectifs post 2015 du développement durable. Le Forum Mondial de Convergences a réuni 6 700 sur trois jours, en septembre 2014 à Paris.

☉ **La Plateforme européenne de microfinance** (www.emfp.org) réunit les principaux acteurs européens de la microfinance dans les pays du Sud : ONG, fonds d'investissement, sociétés de conseil, universitaires. La Semaine de la microfinance en novembre au Luxembourg en constitue la principale manifestation. Dans le cadre de la plateforme européenne, la Fondation co-anime, en partenariat avec LMDF / ADA Luxembourg, le groupe de travail des investisseurs spécialisés dans le financement des IMF de taille petite (Tier 3) ou intermédiaire (Tier 2).

☉ **InFine** est une association à but non lucratif (Asbl) basée au Luxembourg, créée en juin 2014 afin de réunir les principaux acteurs de la finance inclusive du Grand-Duché. Elle joue essentiellement un rôle de plaidoyer et de lieu d'échange de bonnes pratiques, et a été chargée par le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg d'organiser le Prix européen de la microfinance.

The Foundation is a member of platforms or stakeholder in the following initiatives:

☉ **Convergences** (www.convergences.org), a platform for discussion and debates chaired by Jean-Michel Sévérino, which brings together a wide range of French stakeholders, from the public sector (AFD, City of Paris, Ministry of Foreign Affairs, etc.), the private sector (companies, banks, HEC, etc.) and solidarity institutions (Handicap International, ACTED, Groupe SOS, etc.) to combat poverty, social exclusion and precariousness both in southern and northern countries. The Foundation has been a member ever since it was created and its General Manager is the platform's Vice-President. The issues broached include microfinance, social and solidarity economy, social business, international cooperation and post-2015 objectives for sustainable and fair development. In September 2014, the World Forum of Convergences brought together in Paris 6,700 participants during three days.

☉ **The European microfinance platform** (www.emfp.org) brings together the main European microfinance stakeholders in southern countries: NGOs, investment funds, consultancy firms, universities. The Microfinance Week in November in Luxembourg is the platform's main event. In connection with the European platform, the Foundation co-facilitates, in partnership with LMDF / ADA Luxembourg, a workgroup of investors specialised in financing small (Tier 3) or intermediate (Tier 2) MFIs.

☉ **InFiNe** is a Luxembourg-based non-profit association (Asbl), created in June 2014, to bring together the main stakeholders in inclusive finance in the Grand Duchy. It plays essentially a role of advocacy and exchange of best practices, and was entrusted by Luxembourg's Ministry of Foreign Affairs with the task of organising the European Microfinance Award.

◎ **Le Réseau International de Microassurance** (www.microinsurancenetwork.org). La Fondation co-anime le groupe de travail des investisseurs en microassurance et animera, à compter de 2015, le groupe de travail sur la microassurance agricole.

◎ **European Venture Philanthropy Association** (www.evpa.eu.com). La Fondation partage avec l'EVPA la vision d'une philanthropie agissant sur le mode entrepreneurial pour répondre aux problèmes sociaux de précarité, d'exclusion et de pauvreté.

◎ **Social Performance Task Force (SPTF)**. La Fondation est représentée au CA de cette instance mondiale, qui a élaboré les « standards universels de gestion de la performance sociale ». Ces standards ont vocation à constituer le référentiel commun aux Institutions de microfinance, aux bailleurs de fonds, aux investisseurs et aux agences de rating. La Fondation joue un rôle actif dans la diffusion de ces standards parmi les IMF partenaires.

◎ **Groupe des Experts de la Commission en Entrepreneuriat Social (GECES)**. Le Délégué Général est membre de ce groupe d'experts, chargé par la Commission Européenne de donner des avis sur la mise en œuvre de son initiative Social Business. En 2014, le GECES a approuvé le rapport sur la mesure de l'impact social, appelé à servir de référence pour la mise en œuvre des Fonds européens d'entrepreneuriat social.

◎ **Social Business Score Card (CERISE)**. Au cours de l'année 2014 la Fondation a participé (aux côtés d'Investisseurs & Partenaires, l'AFD, EDM ...) au groupe de travail pour l'élaboration d'une matrice d'analyse Social Business. L'objectif est de définir les principes sur lesquels se développe une entreprise de social business, d'identifier les pratiques et les modes d'intervention de ces entreprises et de proposer en retour des indicateurs et des méthodes d'évaluation et de soutien. Le groupe a testé la matrice avec 10 organisations dans 5 pays.

◎ **Famille Grameen**. La Fondation est bien sûr partie prenante des débats et des rencontres organisés à l'initiative du Professeur Yunus. Ainsi, la Fondation était présente lors du Social Business Day à Dacca fin juin, ainsi que lors du Sommet Mondial de la Microfinance au Mexique en septembre 2014.

En outre, le Délégué Général de la Fondation a été nommé par le Ministre français en charge du Développement, membre du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (CNDSI). Il représente le collège des acteurs économiques au Bureau du CNDSI. Il a également pris une part active aux travaux du Comité français de la Task Force du G8 sur l'Impact Investing, qui a présenté son rapport en septembre 2014.

◎ **The International MicroInsurance Network** (www.microinsurancenetwork.org). The Foundation co-facilitates the working group of microinsurance investors and, as of 2015, will facilitate the working group on agricultural microinsurance.

◎ **European Venture Philanthropy Association** (www.evpa.eu.com). The EVPA shares with the Foundation a vision of philanthropy acting in a business-like way to meet social problems of precariousness, exclusion and poverty.

◎ **Social Performance Task Force (SPTF)**. This world body, in whose board of directors the Foundation is represented, has drawn up "Universal standards for the management of social performance" to serve as a common frame of reference to microfinance institutions, donors, investors and rating agencies. The Foundation plays an active role in the dissemination of these standards to the partner MFIs.

◎ **Commission's Group of Experts on Social Entrepreneurship (CGESE)**. The General Manager is a member of this Group of Experts which has been instructed by the European Commission to give its opinion on the implementation of its Social Business Initiative. In 2014, the CGESE approved the report on the social impact assessment, bound to serve as a reference for the implementation of the European social entrepreneurship funds.

◎ **Social Business Score Card (CERISE)**. In the course of 2014 the Foundation took part (alongside Investisseurs&Partenaires, AFD, EDM...) in the working group to develop a Social Business analysis matrix. The objective is to set out the principles on which a social business is constructed, identify practices and modes of intervention of these businesses and in turn propose indicators and methods for evaluation and support. The group tested the matrix with ten organisations in five countries.

◎ **Grameen Family**. The Foundation, of course, takes part in the discussions and meetings organised at the initiative of Professor Yunus. The Foundation was thus present during the Social Business Day held in Dacca at the end of June, as well as during the World Microcredit Summit held in Mexico in September 2014.

In addition, the Managing Director of the Foundation was appointed, by the French Minister for Development, a member of the National Commission for development and international solidarity (CNDSI). He represents the College of economic actors in the CNDSI's Office. He also took an active part in the work of the French Committee of the G8 Task Force on Impact Investing, which submitted its report in September 2014.

LA PERFORMANCE SOCIALE

Équilibrer l'évaluation de la performance sociale et celle de la performance financière et ouvrir la voie à des pratiques plus responsables a été, dès le début, l'objectif de la Fondation.

SOCIAL PERFORMANCE

Balancing Social and Financial Performance evaluation and pave the way for more responsible practices has been, from the beginning, the very objective of the Foundation.



L'approche de la Fondation The approach of the Foundation

La Fondation met en œuvre une double analyse financière et sociale de ses investissements et suit régulièrement la performance sociale de ses partenaires – tant en microfinance qu'en social business. En 2014, la Fondation a mis l'accent sur les axes suivants :

The Foundation implements a dual financial and social analysis of its investments, and regularly monitors its partners' social performance - both in the microfinance and social business fields. In 2014, the Foundation focused on the following priorities:

L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DE LA PERFORMANCE SOCIALE EN MICROFINANCE

EVALUATION AND MONITORING OF SOCIAL PERFORMANCE IN MICROFINANCE

La Fondation met systématiquement en œuvre une analyse agrégée de la performance sociale de son portefeuille microfinance suivant la méthodologie des Social Performance Indicators proposée par CERISE (SPI3).

Elle apporte son appui au secteur et à l'ONG CERISE pour compléter les Standards Universels de la Performance Sociale (USSMP) développés par la SPTF, par un outil d'évaluation harmonisé (SPI4) et une version simplifiée de cet outil à l'usage des investisseurs (SPI4-ALINUS).

Elle réalise un reporting annuel de son portefeuille microfinance, conformément aux standards du PRI/ PIF (Principes pour les Investisseurs en Finance Inclusive)*.

Ce faisant, la Fondation contribue à une plus grande transparence du secteur de la microfinance et au développement d'outils standardisés d'évaluation de la performance sociale.

Les objectifs sociaux de l'action de la Fondation s'articulent autour de 4 dimensions prioritaires :

Positionnement géographique avec une forte priorité donnée à l'Afrique Sub-saharienne

La Fondation a renforcé encore son positionnement en Afrique Sub-saharienne. Si la part dans le portefeuille d'engagements de la Fondation ne représente que 28% en valeur et 24% des emprunteurs de l'ensemble des IMF partenaires, cette zone représente 51% en nombre de partenaires soutenus, reflétant ainsi la priorité donnée par la Fondation. Le montant moyen des engagements dans cette région s'élève à 319 000 Euros, à comparer à 545 000 Euros en Europe de l'est et Asie centrale, 796 000 Euros en région MENA et 709 000 Euros en Asie du sud et du sud-est. Ce faible montant reflète la moindre maturité des IMF en Afrique Sub-saharienne et les efforts faits par la Fondation, au travers de la Facilité Africaine, pour accompagner des institutions relativement petites.

The Foundation systematically implements an aggregated analysis of the social performance of its microfinance portfolio following the Social Performance Indicators methodology proposed by CERISE (SPI3).

It supports the sector and the NGO CERISE to complement the Universal Standards for Social Performance Management (USSMP) developed by the SPTF, with a harmonised assessment tool (SPI4) and a simplified version of this tool for investors (SPI4-ALINUS).

Annually, it conducts a reporting of its microfinance portfolio in compliance with PRI / PIF (Principles for Responsible Investment)* standards.

In doing so, the Foundation contributes to greater transparency in the microfinance sector and the development of standardised social performance assessment tools.

The social goals of the Foundation's action hinge on four priority dimensions:

Geographical positioning with high priority given to Sub-Saharan Africa

The Foundation has further strengthened its position in Sub-Saharan Africa. If the share in the Foundation's lending portfolio is only 28% in value and 24% of borrowers of all partner MFIs, this region represents 51% of the number of supported partners, reflecting the Foundation's priority. In this region, the average amount of commitments amounted to € 319,000 compared to € 545,000 in Eastern Europe and Central Asia, € 796,000 in the MENA region and € 709,000 in South and South-East Asia. This low amount reflects the low maturity of MFIs in Sub-Saharan Africa and the efforts of the Foundation, through the African Facility, to support relatively small institutions.

* Les investisseurs peuvent contribuer au développement économique et l'activité entrepreneuriale en investissant dans la finance inclusive. Ces investissements peuvent également comporter des risques potentiels financiers et de réputation. Pour atténuer ces risques, un groupe d'investisseurs institutionnels a développé, en 2011, les Principes pour les investisseurs en finance inclusive (PIIF). Le PIIF font partie de l'initiative des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) soutenue par les Nations Unies. A fin 2014, 49 investisseurs dans le monde ont signé les PIIF, avec un actif sous gestion combiné d'environ 9 milliards de dollars investis dans la finance inclusive. Voir: www.unpri.org et <http://www.unpri.org/about-pri/about-pri/> <http://www.cerise-sb.org/>

Investors can contribute to economic development and entrepreneurial activity by investing in inclusive finance. These investments may also include potential financial and reputational risks. To mitigate these risks, a group of institutional investors developed, in 2011, the Principles for Investors in Inclusive Finance (PIIF). The PIIF are part of the Principles for Responsible Investment (PRI) initiative supported by the United Nations. At the end of 2014, 49 investors had signed the PIIF worldwide, with combined assets under management of approximately \$ 9 billion, invested in inclusive finance. See: www.unpri.org and <http://www.unpri.org/about-pri/about-pri/> www.unpri.org/about-pri/about-pri/ <http://www.cerise-sb.org/>

Une priorité pour le monde rural et les femmes

La Fondation cible prioritairement le monde rural et les femmes : à fin décembre 2014, les IMF partenaires de la Fondation comptent 2,8 millions d'emprunteurs actifs, dont 85% sont des femmes et 80% vivent en zone rurale.

Ces chiffres sont à rapprocher de ceux observés en moyenne dans les fonds spécialisés¹ en microfinance, soit respectivement 67% de femmes et 51% de bénéficiaires en zone rurale.

Ciblage des institutions de taille intermédiaire

En 2014 la Fondation a poursuivi son objectif de travailler avec des institutions de taille intermédiaire, qui n'ont pas toujours accès à des financements extérieurs. Elle a activement participé au travail de classification des institutions de microfinance par « tier » dans le cadre de la Plateforme Européenne de Microfinance. A fin 2014 parmi les 43 IMF partenaires², 17 sont considérées comme des institutions de tier 2 (soit 40% d'entre elles) et 18 comme des institutions de tier 3 (soit 42% des institutions), c'est-à-dire des institutions encore fragiles mais présentant un potentiel de croissance et d'amélioration important. Huit sont considérées comme des institutions de tier 1, plus matures.

Les partenaires de la Fondation interviennent auprès des populations les plus pauvres

A fin décembre 2014, 29% des encours de la Fondation se situent dans des pays à faible niveau de développement humain : Bénin, Burkina Faso, République Démocratique du Congo, Kenya, Mali, Madagascar, Sénégal, Togo, Malawi, Ouganda et Timor Leste.

Le montant moyen du prêt accordé par les partenaires de la Fondation s'élevait fin 2014 à 418 Euros, montant également à rapprocher du prêt moyen observé dans les IMF financées par les fonds d'investissement spécialisés qui est de 1 787 USD. Ces chiffres font clairement ressortir le positionnement spécifique de la Fondation.

Il existe toutefois des différences importantes entre les régions, le montant plus bas étant observé en Asie du Sud et du Sud-Est avec 352 Euros et le plus élevé en Europe de l'Est et Asie Centrale avec 1 008 Euros.

A priority for rural areas and women

The Foundation primarily targets rural areas and women: at the end of December 2014, partner MFIs of the Foundation served 2.8 million active borrowers, 85% of which were women and 80% lived in rural areas.

These figures have to be compared to those observed on average in microfinance specialised funds¹, respectively 67% women and 51% of beneficiaries in rural areas.

Targeting mid-sized institutions

In 2014 the Foundation pursued its objective to work with medium-sized institutions that do not always have access to external financing. It has been actively involved in the microfinance institutions classification work by "tier" within the framework of the European Microfinance Platform. At the end of 2014, out of 43 partner MFIs,² 17 were considered Tier 2 institutions (that is 40% of them) and 18 were considered Tier 3 institutions (that is 42% of the institutions), that is to say, still fragile institutions but with potential for significant growth and improvement. Eight were considered Tier 1 institutions, that is to say, more mature ones.

The partners of the Foundation work with the poorest populations

At end-December 2014, 29% of the Foundation's assets were located in low human development countries: Benin, Burkina Faso, Democratic Republic of Congo, Kenya, Mali, Madagascar, Senegal, Togo, Malawi, Uganda and Timor Leste.

The average loan amount granted by the partners of the Foundation amounted to € 418 as of end of 2014, amount that has also to be compared to the average loan amount observed in MFIs financed by specialised investment funds which is 1,787 USD. These figures clearly show the specific positioning of the Foundation.

However, there are important differences between regions, the lowest amount being granted in South and South East Asia (€ 352), and the highest in Eastern Europe and Central Asia (€ 1,008).

1. Etude Symbiotics 2014 / 2014 Symbiotics Study

2. Y compris les 2 institutions qui figurent dans le portefeuille Social Business / Including the two institutions that are in the Social Business portfolio

PROFIL DES IMF PARTENAIRES / PROFILE OF PARTNER MFIs

	Total	Afrique sub-saharienne Sub-Saharan Africa	Asie du sud et du sud-est South and South-East Asia	Europe & Asie Centrale Europe and Central Asia	MENA Middle East and North Africa
Nombre d'IMF partenaires* <i>Number of partner MFIs</i>	43	21	11	8	3
Nombre emprunteurs actifs <i>Number of active borrowers</i>	2 822 673	683 478	1 830 271	165 298	143 626
Nombre de femmes <i>Number of women</i>	2 385 752	565 091	1 631 898	66 620	122 143
Rural <i>Rural</i>	2 266 309	401 868	1 716 390	116 220	31 831
% de femmes <i>% of women</i>	84,5%	82,7%	89,2%	40,3%	85,0%
% en zone rurale <i>% in rural zone</i>	80,3%	58,8%	93,8%	70,3%	22,2%
Prêt moyen <i>Average loan</i>	€ 418	€ 396	€ 353	€ 1 008	€ 678



*Y compris ACAD-Finance et Chamroeun / Including ACAD-Finance and Chamroeun

Etude de cas / Case study

Analyse du portefeuille de la Fondation sur la base des indicateurs SPI Analysis of the Foundation's portfolio based on SPI indicators

Appliquée depuis le lancement de la Fondation dans le cadre des diligences sociales de ses partenaires, l'outil SPI3 permet une évaluation de la performance sociale des IMF selon 4 dimensions :

1. **Ciblage** : il s'agit d'évaluer l'orientation vers une clientèle pauvre ou exclue n'ayant pas accès au secteur bancaire.
2. **Qualité de services** : il s'agit d'évaluer l'adaptation des services proposés aux besoins de ce public spécifique.
3. **Capital Social** : l'évaluation porte sur les relations de confiance avec les clients et le renforcement de leur « capital social » et politique.
4. **Responsabilité sociale** : l'évaluation porte sur la façon dont l'institution traite ses salariés, ses clients et leurs collectivités

Grâce à une représentation graphique qui résume les informations recueillies, cet outil permet une visualisation synthétique en quatre dimensions de la performance sociale de ses partenaires.

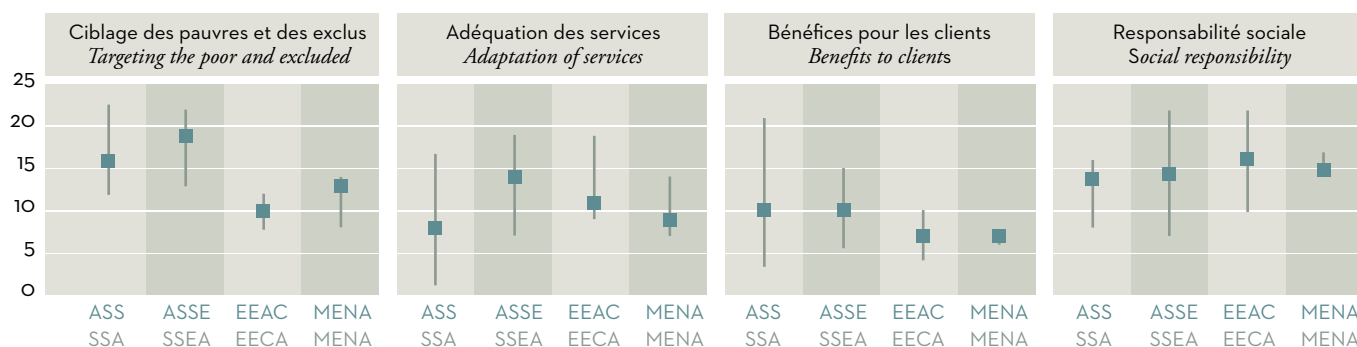
Implemented since the launch of the Foundation within the context of social due diligence of its partners, the SPI3 tool allows an assessment of MFIs' social performance based on four dimensions:

1. **Targeting**: it is a question of assessing the orientation towards poor or excluded clients without access to the banking sector.
2. **Service quality**: it is a question of evaluating the adjustment of the services offered to the needs of this specific target group.
3. **Social Capital**: the evaluation focuses on relationships of trust with customers and strengthening their "social" and political capital.
4. **Social Responsibility**: the evaluation focuses on how the institution treats its employees, customers and their communities.

Through a graphic representation summarising the information collected, this tool allows a synthetic visualisation of the social performance of one's partners in four dimensions.

Quelles conclusions ont pu être tirées de ces analyses¹ à ce stade ?

What conclusions can be drawn from this analysis¹ at this stage?



ASS: Afrique Sub-saharienne. ASSE: Asie du Sud et du Sud-Est. EEAC: Europe de l'Est et Asie Centrale. MENA: Moyen Orient et Afrique du Nord.
SSA: Sub-Saharan Africa. SSEA: South and South-East Asia. EECA: Eastern Europe and Central Asia. MENA: Middle East and North Africa

Sur le ciblage :

C'est en Afrique et en Asie que la Fondation atteint le mieux les objectifs de sa politique d'investissement, favorisant les IMF qui ont un ciblage fort sur les populations les plus défavorisées.

Sur la qualité des services :

C'est en Asie que les partenaires de la Fondation obtiennent les meilleures notes en termes d'adaptation des produits. La maturité plus élevée des marchés, mais aussi la plus grande concurrence sont des facteurs explicatifs.

About the targeting:

The Foundation best reaches the objectives of its investment policy in Africa and Asia, promoting MFIs with a strong targeting on the poorest populations.

About the quality of services:

The partners of the Foundation reach the highest scores in terms of upgrading products in Asia. Explanatory factors are the higher market maturity, but also the greater competition.

1. Le résumé se base sur les études SPI3 réalisés pour 28 des IMF de la Fondation dont les partenariats se sont mis en place entre 2012 et 2015, utilisant la même version de SPI 3. / The summary is based on the SPI3 studies carried out for 28 partner MFIs of the Foundation whose partnerships were set up between 2012 and 2015, using the same SPI3 version.

Etude de cas / Case study

Suivant la méthodologie SPI4 : ACAD-Finance

Based on the SPI4 methodology: ACAD-Finance

Dans le cadre de la mission d'assistance technique financée par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et mise en œuvre par FSFM au profit d' ACAD-Finance, partenaire de la Fondation en Palestine, la Fondation a contribué à un projet pilote d'évaluation de la performance sociale sur la base des nouveaux standards universels de gestion de la performance sociale (USSMP) et de l'outil d'évaluation SPI4 développé par CERISE.

As part of the technical assistance mission funded by the European Investment Bank (EIB) and implemented by FSFM for the benefit of ACAD-Finance, partner of the Foundation in Palestine, the Foundation has contributed to a social performance assessment pilot project based on the new Universal Standards for Social Performance Management (USSMP) and the SPI4 assessment tool developed by CERISE.

Les résultats d'une première analyse SPI4 sont les suivants: / The results of a first SPI4 analysis show the following:



COMMENT UTILISER LES RÉSULTATS DE CETTE ANALYSE?

1. Évaluer les domaines de la performance

- Définir une base de référence avec une vision globale de la performance dans les six dimensions des USSMP
- Peaufiner l'analyse en analysant les normes dans chacune des six dimensions
- Comparer avec les objectifs et la mission stratégiques d'ACAD

2. Etablir des objectifs d'amélioration et un plan stratégique pour la mise en œuvre

- Sur la base de l'analyse de cette première évaluation globale de la performance sociale, la direction d'ACAD, en collaboration avec un consultant, a élaboré un plan d'action de deux ans afin de prioriser les domaines d'amélioration en matière de gestion de la performance sociale, d'attribuer des responsabilités en termes de départements et de responsables, et d'établir les échéanciers de mise en œuvre.
- Il convient de définir des outils de reporting régulier aux responsables et au Conseil d'administration (le représentant de la Fondation au Conseil d'Administration d'ACAD a été nommé Directeur de la performance sociale au niveau du Conseil, supervisant ainsi la mise en œuvre du plan d'action).

HOW TO USE THE RESULTS OF THIS ANALYSIS?

1. Assess areas of performance

- Set a reference base with a global overview of the performance in the six dimensions of USSMP
- Fine-tune the analysing by analyzing the Standards in each of the six dimensions
- Compare to ACAD's strategic objectives and mission

2. Establish goals for improvement and a strategic plan for implementation

- Based on the analysis of this first comprehensive SP evaluation, ACAD's management, in cooperation with a consultant, developed a two-year action plan to prioritize areas of improvement on SPM, assigning responsibilities in terms of departments and managers in charge, and time-lines for implementation.
- Define regular reporting tools to management and to the Board (the Foundation representative at ACAD Board was named Social Performance Director at the Board level, overseeing the implementation of the action plan).

L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DE LA PERFORMANCE SOCIALE EN SOCIAL BUSINESS EVALUATION AND MONITORING OF SOCIAL PERFORMANCE IN SOCIAL BUSINESS

Les outils de gestion de la performance sociale

La Fondation élabore et négocie avec ses partenaires une Charte Social Business, qui explicite la mission sociale de l'entreprise, les objectifs économiques et sociaux qu'elle se propose d'atteindre, et les indicateurs d'impact. Cette charte a vocation à faire partie du Pacte d'actionnaires.

• LA CHARTE SOCIAL BUSINESS

Pour chaque prise de participation dans une entreprise de social business, la Fondation Grameen Crédit Agricole élabore avec ses partenaires une Charte Social Business définissant la mission sociale à poursuivre et les engagements à tenir. Ce document s'inspire des 7 principes du social business énoncés par le professeur Yunus et permet de formaliser l'adhésion aux concepts fondamentaux du social business. Pour en garantir la légitimité et la pérennité, la Charte Social Business est annexée au pacte d'actionnaires dès l'entrée de la Fondation.

• LES INDICATEURS SOCIAUX

Afin de mesurer la performance sociale générée par chaque entreprise en portefeuille, des indicateurs sociaux directement liés aux engagements et à la mission sociale de l'entreprise sont définis dans la Charte Social Business. Ces données qualitatives et quantitatives sont collectées par les entreprises et analysées annuellement en Conseil d'Administration. Les indicateurs sociaux permettent à la Fondation de suivre la plus-value sociale engendrée chaque année par les entreprises et représentent une source d'information pour la direction de l'entreprise qui peut orienter la stratégie et les décisions opérationnelles vers une maximisation de la performance sociale.

La Fondation : un acteur engagé dans le développement d'outils de marché

En 2014, la Fondation a pris une part active dans le groupe de travail organisé par CERISE, avec l'AfD, le CIDR, le GRET, l'IRAM, EdM, I&P et AIDR, pour la création d'une grille d'analyse de la performance sociale en social business. Elle a apporté son concours à une opération de test de cette grille au Cambodge et à Madagascar.

Le document final produit par CERISE est en libre accès sur le site www.cerise-sb.org.

Social Performance Management Tools

The Foundation develops and negotiates with its partners a Social Business Charter, which details the social mission of the company, the economic and social objectives it aims to achieve, and impact indicators. This charter is intended to be part of the shareholders' agreement.

• THE SOCIAL BUSINESS CHARTER

For each acquisition of a stake in a social business company, the Grameen Crédit Agricole Foundation develops, with its partners, a Social Business Charter defining the social mission that has to be pursued and the commitments to be met. This document is built on the seven social business principles set out by Professor Yunus and allows formalising compliance with the fundamental concepts of social business. To ensure its legitimacy and sustainability, the Social Business Charter is annexed to the shareholders' agreement as soon as the Foundation invests.

• SOCIAL INDICATORS

To measure social performance generated by each company in the portfolio, social indicators directly related to the commitments and the company's social mission are defined in the Social Business Charter. These qualitative and quantitative data are collected by companies and analysed annually by the Board of Directors. Social indicators enable the Foundation to monitor the social added value generated each year by companies and represent a source of information for the company's management which can guide the strategy and operational decisions towards maximizing the social performance.

The Foundation: a player committed to the development of market tools

In 2014, the Foundation has been taking an active part in the working group organised by CERISE, along with the AFD, CIDR, GRET, IRAM, EdM, I&P and AIDR, to develop a social performance analytical framework in the social business field. It has provided support in a test operation of the grid in Cambodia and Madagascar.

The final document produced by CERISE is freely available on the www.cerise-sb.org website.

L'impact de nos actions

The impact of our actions

PERFORMANCE SOCIALE DU PORTEFEUILLE / PORTFOLIO'S SOCIAL PERFORMANCE

	Entreprises <i>Companies</i>	Secteurs d'activité <i>Areas of activity</i>	Region d'intervention <i>Regions of operation</i>	Bénéficiaires directs des investissements de la Fondation <i>Direct beneficiaries of the Foundation's investments</i>
Structuration de filères agricoles inclusives <i>Structuring of inclusive agricultural sectors</i>	Biotropical		Cameroun <i>Cameroon</i>	77 Producteurs de fruits partenaires / <i>Partner fruit producers</i>
	Grameen Danone Food Ltd		Bangladesh	300 000 Nombre d'enfants bénéficiaires des yaourts produits / <i>Number of children benefiting from yoghurts produced</i>
	Laiterie du Berger		Sénégal <i>Senegal</i>	674 Points de collecte, soit plus de 2 000 familles d'éleveurs / <i>Collection points, that is over 2,000 families of breeders</i>
	PhileoL Madagascar		Madagascar	2 877 Paysans soutenus / <i>Farmers supported</i>
	Sénégalaise des Filières Alimentaires(SFA)		Sénégal <i>Senegal</i>	700 Agriculteurs soutenus / <i>Farmers supported</i>
Pérennisation de l'activité d'ONG <i>Perpetuation of NGOs activity</i>	ACAD-Finance		Palestine	2 747 Microentrepreneurs actifs / <i>Active microentrepreneurs</i>
	Chamroeun		Cambodge <i>Cambodia</i>	49 912 Microentrepreneurs actifs / <i>Active microentrepreneurs</i>
	Phare Performing Social Enterprise (PPSE)		Cambodge <i>Cambodia</i>	49 Artistes et techniciens formés par PPSA / <i>Artists and trained by PPSA</i>
	UV+Solaire**		Cambodge/ <i>Cambodia</i> Inde / <i>India</i> Madagascar	247 000 Clients / <i>Customers</i>
Financement innovant de biens et services à but social <i>Innovative financing of goods and services for social purposes</i>	ACRE		Kenya / <i>Tanzania</i> Rwanda	233 795 Petits fermiers assurés / <i>Small farmers insured</i>
	ABC Microfinance		Monde <i>World</i>	20 608 Microentrepreneurs soutenus / <i>Microentrepreneurs supported</i>



Services financiers
Financial services



Santé
Health



Agro alimentaire
Agri-food



Culture
Culture

L'EXEMPLE DE / THE EXAMPLE OF

UV + Solaire



Créée en 2005, à l'initiative de l'ONG française 1001 Fontaines, UV+Solaire développe un modèle original et pérenne de franchise sociale pour permettre à des communautés rurales d'avoir accès à une eau potable de qualité. Ce modèle est déployé au Cambodge par la plateforme Teuk Saat, dirigée par Chay Lo, ingénieur agricole cambodgien et est en phase pilote à Madagascar. Ce modèle combine trois innovations :

- Une innovation technique, permettant de potabiliser l'eau à un coût faible grâce à un double procédé de filtration et de purification par une lampe ultra-violet. La station est autonome grâce à un panneau solaire.
- Un modèle économique hybride : l'équipement de la station est financé par l'ONG 1001 Fontaines pour permettre un prix de l'eau supportable par les familles très pauvres. Son exploitation est rémunérée par la vente des bonbonnes dans les villages environnants.
- Un dispositif original de franchise sociale : l'exploitation des stations est confiée à des microentrepreneurs locaux, formés pendant un an, qui en tirent un revenu régulier pour eux-mêmes et 1 ou 2 salariés. Un contrôle qualité rigoureux est assuré par une plateforme régionale.

Vendue à très bas prix et livrée à domicile, une eau de qualité est accessible aux populations démunies en zone rurale. UV+Solaire apporte une réponse innovante à la problématique « du dernier km ».

Des actions de sensibilisation aux bienfaits d'une eau de qualité et la mise à disposition gratuite de bonbonnes dans les écoles par 1001 Fontaines contribuent à diffuser une éducation sanitaire, avec un impact très positif sur l'absentéisme à l'école.

Les stations de traitement de l'eau génèrent des emplois pérennes et des revenus pour le franchisé et ses salariés.

Incorporated in 2005 by the French NGO 101 Fontaines, UV+Solaire has created a sustainable and innovative social franchise model that aims to give rural communities access to quality drinking water. The model is replicated in Cambodia by the local platform Teuk Saat under the management of Chay Lo, a Cambodian agricultural engineer, and is still in pilot phase in Madagascar. This model combines three innovations:

- A technical innovation that reduces the cost of water processing through a two-step filtration process and through purification using ultra-violet lamps. The processing plant is also self-sufficient thanks to a solar panel.
- A hybrid economic model in which plant equipment is subsidised by the NGO 1001 Fontaines so that water can be sold to very poor households at an affordable price. Operating costs are funded by selling water containers in the surrounding villages.
- An original social franchise model in which local microentrepreneurs run plants on behalf of the franchise after one-year training. These microentrepreneurs pay themselves as well as one or two employees a salary. Quality control is overseen rigorously by a regional platform.

Disadvantaged rural populations gain access to quality drinking water, delivered home, at a very low cost. UV+ Solaire brings an innovative solution to the "last-mile" challenge. 1001 Fontaines runs awareness actions on the benefits of quality drinking water and distributes free water containers in schools. This contributes to the spread of health education and has had a very positive impact on school absenteeism.

Water treatment plants create sustainable jobs and income for the franchisees and its employees.



Indicateurs sociaux / <i>Social indicators</i>	2013	2014
Nombre bénéficiaires / <i>Number of beneficiaries</i>	220 000	247 000
Nombre de sites / <i>Number of sites</i>	86	151
Nombre d'emplois créés / <i>Number of jobs created</i>	305	376
Part de femmes dans les emplois créés par 1001 Fontaines <i>Share of women in the jobs created by 1001 Fontaines</i>	24%	26%
Prix moyen de vente / <i>Average selling price</i>	0,1 euros/l	

L'EXEMPLE DE / THE EXAMPLE OF PhileoL



PhileoL Madagascar a été fondée en 2008 par Stéphane Philizot, un ingénieur français, et deux ingénieurs agronomes malgaches, Nary Razakasolo et Njaka Ravelmantsoa.

L'entreprise veut rompre le cercle vicieux de la pauvreté en Androy, la région la plus pauvre et la plus aride au sud de Madagascar, en structurant une filière oléagineuse inclusive. Tout en préservant la place des cultures vivrières, PhileoL aide les paysans à produire des graines de ricin et de jatropha qui sont triturées dans une unité industrielle à Tsiombe. Les paysans sont ainsi assurés d'un revenu régulier.

La structuration de la filière est une des préoccupations majeures de PhileoL. En partenariat avec la Fondation Grameen Credit Agricole et d'autres partenaires, PhileoL

- accompagne les producteurs afin de disposer de semences de meilleure qualité, d'améliorer leurs pratiques culturales et de s'organiser en groupements ;
- renforce les capacités techniques et l'organisation des petits producteurs, leur permet de sécuriser et diversifier leurs revenus. Elle contribue à une plus grande résilience des populations rurales de l'Androy confrontées à des périodes de sécheresse de plus en plus intenses et fréquentes ;
- a un impact positif sur l'environnement, en particulier le système racinaire du ricin contribue à la refertilisation des sols et à la lutte contre l'érosion.

PhileoL contribue au renforcement économique de ce territoire et au développement d'une filière oléagineuse à Madagascar, dans un contexte mondial de demande croissante pour des huiles « vertes » qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

PhileoL Madagascar was founded in 2008 by Stéphane Philizot, a French chemical engineer, and two Malagasy agronomists, Nary Razakasolo and Njaka Ravelmantsoa.

The company aims to break the vicious circle of poverty in Androy, the poorest and more arid region in the South of Madagascar, by structuring an inclusive oilseed industry. While preserving the place of food crops, PhileoL helps farmers produce castor and jatropha seeds which are transformed in a plant unit located in Tsiombe. Farmers are thus assured of a steady income.

The structuring of the sector is a major concern of PhileoL. In partnership with the Grameen Credit Agricole Foundation and other partners, PhileoL

- assists producers in order to have better seeds, improve their farming practices and organise themselves into groups;
- strengthens the technical capacity and the organisation of small producers, allowing them to secure and diversify their incomes. It contributes to greater resilience of rural populations in the region of Androy, whose dry periods become more intense and frequent;
- has a positive impact on the environment through the cultivation of oilseeds, whose root systems contribute to the soil's refertilisation and the fight against erosion.

PhileoL contributes to the economic strengthening of this region and to the development of an oilseed industry in Madagascar, in a worldwide context of growing demand for the "green" oils that do not harm the environment.

Indicateurs sociaux / <i>Social indicators</i>	2013	2014
Nombre de paysans accompagnés <i>Number of farmers supported</i>	2 160	2 877
Part des paysans appuyés par PhileoL <i>Share of farmers supported by PhileoL</i>	28%	13%
Productivité de la culture de ricin <i>Productivity of castor oil cultivation</i>	130 kg/ha	250 kg/ha
Volume de graines collectées <i>Volume of seeds collected</i>	343 t	347 t
Volume d'huile vendue <i>Volume of oil sold</i>	23 t	82 t

t: Tonnes/ Tons



ETATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS

Rapport

du Réviseur d'entreprises agréé

Rapport des comptes annuels

Conformément au mandat qui nous a été donné lors du Conseil d'Administration du 24 février 2014, nous avons audité les comptes annuels de la Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation, qui incluent le bilan au 31 décembre 2014, le compte de résultat de l'année 2014 ainsi qu'un résumé des méthodes comptables et d'autres explications utiles.

Responsabilité du Conseil d'administration dans le cadre des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à la préparation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg. Il est également responsable du contrôle interne qui est nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies, qu'elles soient dues à des fraudes ou des erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité consiste à donner une opinion sur ces comptes annuels, sur la base de notre audit. Nous avons mené notre audit conformément aux standards internationaux adoptés au Luxembourg par la Commissions de Surveillance du Secteur Financier. Ces standards nécessitent que nous nous conformions aux règles éthiques, de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels sont dépourvus d'anomalies.

Un audit nécessite la mise en œuvre de procédures afin d'obtenir les preuves nécessaires concernant les montants et les informations des comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé. Il choisit également l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent présenter des anomalies, il prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à la présentation et à l'établissement de la présentation sincère des comptes annuels afin de définir les procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer son opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à évaluer si les méthodes comptables en vigueur sont appropriées de même que le caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par le Conseil d'Administration. Il évalue également la présentation générale des comptes annuels.

Nous pensons que les éléments apportés par l'audit que nous avons mené sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis les comptes annuels donnent une image réelle et juste de la situation financière de la Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos, en accord avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport relatif à d'autres exigences légales et réglementaires

La rapport de gestion relevant de la responsabilité du Conseil d'Administration est cohérent avec les comptes annuels.

Pour Deloitte Audit, Cabinet de révision agréé :



Philippe Lengès, Réviseur d'entreprises agréé
9 Mars 2015

Report

of the Réviseur d'entreprises agréé

Report on the annual accounts

Following our appointment by the Board of Directors on February 24, 2014, we have audited the accompanying annual accounts of Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation, which comprise the balance sheet as at December 31, 2014 and the surplus and loss account for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Responsibility of the Board of Directors for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of these annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Responsibility of the Réviseur d'entreprises agréé

Our responsibility is to express an opinion on these annual accounts based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing as adopted for Luxembourg by the Commission de Surveillance du Secteur Financier. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the annual accounts are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the annual accounts. The procedures selected depend on the réviseur d'entreprises agréés judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the réviseur d'entreprises agréé considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the annual accounts in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the Board of Directors, as well as evaluating the overall presentation of the annual accounts.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the annual accounts give a true and fair view of the financial position of Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation as of December 31, 2014, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation of the annual accounts.

Report on other legal and regulatory requirements

The management report, which is the responsibility of the Board of Directors, is consistent with the annual accounts.

For Deloitte Audit, *Cabinet de révision agréé*:



Philippe Lenges, *Réviseur d'entreprises agréé*
Partner
March 9, 2015

Bilan / Balance Sheet

Au 31 décembre 2014 (exprimé en Euros) / As at December 31, 2014 (expressed in euros)

Immobilisation / Assets

Note

2014

2013

A. Actifs immobilisés / Fixed assets		46 102 973	45 609 640
I. Actifs financiers / Financial assets	3		
Prêts / Loans	3.1	29 441 975	15 081 898
BMTN / Bonds	3.2	3 000 000	8 000 000
Dépôts à terme / Deposits	3.3	8 021 545	18 674 729
Prises de participation / Equities	3.4	5 411 880	3 360 928
Créances rattachées / Debts receivable	3.5	227 573	492 085
B. Actifs circulants / Current assets		4 599 660	5 007 967
I. Créances / Debtors	4	549 707	677 233
Autres créances / Other debtors			
à recouvrer d'ici 1 an ou moins / becoming due in one year or less		549 707	677 233
II. Avoirs en banque et caisse / Cash at bank and in hand	5	4 049 953	4 330 734
C. Charges payées d'avance / Prepaid expenses		12 021	13 249
TOTAL DES IMMOBILISATIONS / TOTAL ASSETS		50 714 654	50 630 856

Passif / Liabilities

Note

2014

2013

A. Dons et résultat / Grants and result	6	49 359 646	49 453 507
I. Dons initiaux / Initial grants		50 001 000	50 001 000
II. Report à nouveau / Surplus or loss carried forward		(547 493)	407 432
III. Pertes sur l'exercice / Loss for the financial year		(93 861)	(954 925)
B. Provisions / Provisions		21 986	156 018
I. Autres provisions / Other provisions	7	21 986	156 018
C. Dettes / Creditors		1 072 772	583 783
I. Dettes fiscales et sociales / Tax and social security debts			
a) Sécurité sociale et autres organismes sociaux / Social security and other social agencies		61 626	51 321
b) Provisions pour congés payés / Accrued charges payable for holiday pay		47 881	79 976
c) Autres provisions / Other accrued charges payable		125 136	107 286
II. Dettes envers des établissements de crédit / Amount owed to credit institutions			
d'une durée résiduelle supérieure à un an / becoming due and payable after more than one year		509 596	-
d'une durée résiduelle inférieure ou égale à un an / becoming due and payable within one year		2 142	-
III. Autres créances / Other creditors	8	326 391	345 200
D. Produits à recevoir / Deferred income		260 250	437 548
TOTAL PASSIF / TOTAL LIABILITIES		50 714 654	50 630 856

Compte de résultat

Profit and Loss account

A. Charges / Charges	Note	2014	2013
1. Charges de personnel / Staff costs	9	1 047 488	978 491
a) Traitements et salaires / Wages and salaries		703 846	689 077
b) Charges sociales / Social security costs		343 642	289 414
2. Ajustements de valeur / Value adjustments	2.1		
Ajustement de valeur sur l'actif financier / Value adjustments on financial assets		220 420	104 527
Devaluation de l'actif circulant / Depreciation on current assets		325 341	552 294
3. Autres charges externes / Other external charges	10	1 803 552	1 688 231
4. Charges financières / Financial charges			
Pertes de change / Foreign currency exchange losses		18 922	86 462
Autres intérêts et dépenses financières / Other interest and financial expenses		26 652	-

TOTAL DES CHARGES / TOTAL CHARGES		3 442 375	3 410 005
-----------------------------------	--	-----------	-----------

B. Produits / Income	Note	2014	2013
Revenus provenant des actifs financiers / Income from financial assets	11	2 095 521	1 595 849
Autres produits financiers / Other financial income	12	882 277	709 447
Reprise de provisions sur les actifs financiers / Reversal of value adjustments on financial assets	2.1	283 378	149 784
Plus-value réalisée relative aux actifs financiers / Realized gain in respect of financial assets		87 337	-

TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME		3 348 514	2 455 080
-----------------------------------	--	-----------	-----------

PERTE POUR L'EXERCICE / LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR		(93 861)	(954 925)
---	--	----------	-----------

Notes aux comptes

Note 01. PRESENTATION GENERALE

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (la "Fondation") a été créée le 24 Septembre 2008 après approbation par les autorités compétentes du Luxembourg.

La Fondation a son siège au 5 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. Elle est régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle est placée sous le contrôle du Ministère de la Justice du Grand-duché de Luxembourg.

La Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, fondée par Grameen Trust et Crédit Agricole SA, a été dotée de 50 001 000 euros (50 000 000 euros provenant de Crédit Agricole SA et 1 000 euros provenant de Grameen Trust), dans l'objectif de lutter contre la pauvreté et l'exclusion financière dans les pays émergents, en appuyant le développement des Institutions de Microfinance (IMF) et en soutenant les projets de Social Business.

La Fondation a pour objet de fournir un appui financier aux IMF par des prêts, des garanties ou des prises de participation, et de leur offrir une assistance technique adaptée à leur stade de développement, en se concentrant sur celles qui encouragent l'agriculture et les activités rurales.

La Fondation souhaite être active principalement dans les trois régions suivantes:

- Afrique subsaharienne,
- Afrique du Nord et Moyen Orient,
- Asie du Sud et du Sud-Est.

L'exercice financier de la Fondation commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice a débuté le 24 septembre 2008 et a pris fin le 31 décembre 2009.

A la date du présent rapport, la Fondation offre des prêts en EUR, USD, XOF, KHR, IDR, LKR, THB, AZN, JOD, MGA, MWK, UGX, KES et TJS selon la zone monétaire de l'institution partenaire et se fixe pour objectif de proposer des prêts dans d'autres devises (sous la condition de pouvoir se couvrir grâce à des opérations de swaps de devises et de taux d'intérêt avec des tiers).

La Fondation est dirigée par un Conseil d'Administration et les deux comités spécialisés qui sont composés de membres du Conseil d'Administration :

- Le Comité de Projets qui a pour vocation de statuer sur les propositions de financement des IMF et de projets Social Business soumis par le Délégué général, dans les limites décidées par le Conseil d'administration,
- Le Comité d'éthique, de la conformité et de l'audit qui a pour mission de veiller au respect de la déontologie et à la conformité de la Fondation à son mandat social.

Un Délégué Général a été nommé et a reçu toutes les délégations de pouvoir nécessaires à la gestion courante et au fonctionnement de la Fondation.

Les statuts de la Fondation ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations le 30 octobre 2008. La Fondation est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro R.C.S. Luxembourg G 194.

Note 02. METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels ont été élaborés selon les lois et règlements en vigueur dans le Grand-Duché du Luxembourg. La présentation du bilan et du compte de résultat a été adaptée aux spécificités de la Fondation.

L'élaboration des comptes annuels exige que le Conseil d'Administration de la Fondation établisse des estimations et des certifications qui affectent certains montants reports dans les comptes annuels. Bien que ces estimations soient sujettes à certaines incertitudes, elles sont fondées sur les meilleures connaissances des actions courantes et des événements qu'en ont les membres du Conseil d'Administration. Il est considéré comme raisonnablement possible, sur la base de cette connaissance existante, que la réalité des comptes annuels puisse différer de ces estimations.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

2.1. Actifs financiers

Les actifs financiers sont enregistrés à leur coût d'acquisition. En cas de baisse permanente de la valeur des actifs financiers, il est procédé à un ajustement de valeur.

2.2. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, ajustées, le cas échéant, des montants non recouvrables. Ces ajustements de valeur sont établis selon l'appréciation de la direction.

2.3. Provisions

Les provisions pour couvrir les risques et charges prévisibles sont constituées à la fin de chaque exercice. Les provisions effectuées au cours des années précédentes sont régulièrement examinées et peuvent être reprises en compte de résultat.

2.4. Passifs

Les dettes sont enregistrées à leur valeur de remboursement.

2.5. Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont constatés prorata temporis. Ils comprennent les produits d'intérêts sur la trésorerie et équivalents et sur les titres de créances.

2.6. Conversion de devises étrangères

La Fondation produit ses comptes en EUR. Le bilan et le compte de résultat sont exprimés dans cette monnaie. Les montants libellés en devises étrangères sont convertis en EUR comme suit :

- tous les actifs, autres que les actifs financiers, sont enregistrés à leur plus faible contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs financiers sont convertis en EUR au taux historique ;
- tous les passifs sont enregistrés à leur plus forte contre-valeur en EUR, après conversion soit au taux historique, soit au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ;
- les produits et charges libellés en devises étrangères sont convertis en EUR au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

En conséquence, seuls les gains et les pertes de change réalisés sont reflétés dans le compte de résultat.

2.7. Swaps croisés de devises et de taux

Les prêts IMF libellés en devises autres que l'EUR ou le XOF sont couverts par des accords de swaps croisés de devises et de taux (excepté un prêt en MGA et une partie d'un prêt en JOD), puis enregistrés au cours de change de l'euro convenu. La couverture étant totalement effectuée, la juste valeur des swaps croisés de devises et de taux n'est pas enregistrée. Tous les swaps sont communiqués dans la note 14.

Note 03. ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

Les actifs financiers détenus par la Fondation au 31 décembre 2014 peuvent être ventilés comme suit:

3.1. Prêts

Les prêts suivants ont été accordés à des Institutions de Microfinance.

N°	Nom de l'IMF	Devise	Montant accordé en devise	Montant accordé en EUR	Encours net	Revenus sur prêts en cours
1	RENACA Benin	XOF	320 000 000	487 837	203 265	19 596
2	Alidé	XOF	400 000 000	609 796	121 959	20 489
3	Juhudi Kilimo Company Ltd	KES	55 000 000	482 170	482 170	9 078
4	Bimas	KES	58 000 000	520 715	520 715	2 902
5	Kenya Women Finance Trust	KES	216 303 700	2 000 000	923 400	53 564
6	Micro Fund for Women Ltd	JOD	1 500 000	1 650 000	1 132 375	8 418
7	RMCR	XOF	300 000 000	457 347	457 347	18 199
8	Coopec Sifa	XOF	100 000 000	152 449	114 337	7 277
9	Wages	XOF	500 000 000	762 245	190 561	32 014
10	Asiena	XOF	150 000 000	228 674	101 633	9 475
11	ACFIME	XOF	130 000 000	198 184	198 184	2 119
12	PAMF	XOF	500 000 000	762 245	762 245	41 288
13	Uganda ECLOF	UGX	850 000 000	245 469	245 469	7 585
14	Uganda Micro-Credit Foundation Ltd	UGX	1 000 000 000	300 000	293 423	2 739
15	ENCOT Uganda	UGX	880 000 000	257 362	257 362	2 372
16	Paidek	USD	300 000	221 951	166 463	12 966
17	Phoenix / Ravnaq	TJS	1 500 000	240 365	96 146	10 209
18	IMF Hekima	USD	340 000	250 000	271 435	2 904
19	MEC FADEC NJAMBUR	XOF	100 000 000	152 449	88 929	7 762
20	CAURIE Microfinance	XOF	1 200 000 000	1 829 388	1 117 959	44 147
21	Finca Malawi Ltd.	MWK	480 000 000	882 037	882 037	28 825
22	Hattha Kaksekar Ltd	USD	1 250 000	937 031	187 406	24 440
		KHR	7 900 000 000	1 518 026	1 518 026	14 850
23	Thaneakea Phum Cambodia	THB	100 000 000	2 353 119	1 575 291	131 276
24	AMK Ltd	KHR	13 000 000 000	2 413 289	1 624 801	90 013
25	Tuba Rai Metin	USD	400 000	298 730	248 942	11 199
26	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	13 100 000 000	933 708	595 300	39 576
27	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	45 500 000 000	3 007 548	2 429 305	119 042
28	Bina Artha Ventura	IDR	10 000 000 000	633 029	572 215	16 293
29	LOLC Microcredit	EUR	3 300 000	3 300 000	1 897 143	146 993
30	Vision Fund Lanka	LKR	91 000 000	1 100 000	633 148	5 156
31	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	5 250 000 000	977 969	789 644	40 349
32	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1 000 000	1 000 000	600 000	66 456
33	JSC MFO Crystal	EUR	1 500 000	1 500 000	1 500 000	11 375
34	Finance for Development	AZN	500 000	499 650	199 860	23 960
		EUR	1 000 000	1 000 000	1 000 000	39 667
35	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	2 039 500	1 975 123	1 365 973	83 435
36	OXUS Microfinance Tadjikistan	TJS	2 900 000	458 064	183 225	9 310
37	OXUS Microfinance RDC	USD	800 000	630 418	630 418	18 143
38	Arvand LLC	TJS	10 000 000	1 519 115	1 199 795	67 628
39	LLC MLO Humo & Partner	TJS	9 000 000	1 396 385	942 774	71 963
40	Palestine for Credit & Development	USD	1 000 000	739 098	739 098	13 869
41	TIAVO ¹	MGA	1 600 000 000	509 596	382 197	40 285
TOTAL				41 390 581	29 441 975	1 429 206

1. En raison d'un risque de défaut de paiement sur l'IMF TIAVO, le solde à recevoir sur le prêt a été déprécié de 25% de l'exposition totale et les intérêts courus ont été dépréciés de 50% de l'exposition totale (Note 4). Le montant de la dépréciation est de 127 399 EUR pour le principal de l'emprunt et de 21 106 EUR pour les intérêts courus. Il est comptabilisé dans le compte "corrections de valeur sur actifs financiers".

Au 31 Décembre 2014, un revenu de 37 914 EUR a été reçu sur les prêts arrivés à échéance au cours de l'année. Le revenu total sur prêts au 31/12/14 était de 1 467 120 EUR.

Les prêts en USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES, MWK, UGX, LKR et TJS sont couverts par un swap croisé de devises et de taux. Pour les prêts couverts par un swap croisé de devises et de taux (CCIRS), les marges liées au CCIRS sont incluses dans les intérêts reçus et / ou les intérêts courus.

3.2. Obligations

3.2.1. Bons à moyen terme négociables

Au 31 décembre 2014, la Fondation a souscrit aux BTM de Crédit Agricole S.A ci-dessous:

N°	Montant (en EUR)	Montant résiduel après remboursement (en EUR)	Date de début	Date d'échéance	Taux	Intérêts perçus (en EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	3 000 000	3 000 000	25.10.11	26.10.15	3,83%	114 900	21 091	135 991

3.2.2. Titre de créance à moyen terme

Au cours de l'année 2014, la Fondation a souscrit aux EMTN de Credit Agricole Corporate & Investment Bank ci-dessous.

Bien que la position ait été soldée le 18 Novembre 2014, les revenus de l'exercice sont présentés comme suit:

N°	Montant (en EUR)	Montant résiduel après remboursement (en EUR)	Date de début	Date d'échéance	Taux	Intérêts percuss (EUR)	Intérêts courus (EUR)	Total (EUR)
1	5 000 000	-	04.03.11	18.11.14	3,62%	159 677	-	159 677

3.3. Placements en dépôt à terme

N°	Montant (EUR)	Période de dépôt	Valeur au 31 déc. 2014	Nb de jours	Taux %	Intérêts courus (EUR)
1	1 500 000	24.10.11 – 24.10.15	1 500 000	1 461	3,78	11 806
2	3 050 000	03.02.12 – 03.02.16	3 050 000	1 461	3,71	101 716
3	500 000	28.04.14 – 28.04.15	500 000	365	0,51	1 757
4	36 313	13.02.14 – 13.04.16	36 313	790	0,40	148
5	1 996 000	13.02.13 – 31.12.14	1 996 000	686	3,00	61 513
6	199 600	28.05.13 – 31.12.14	199 600	582	2,67	5 428
7	499 200	14.08.13 – 31.12.14	499 200	504	2,67	13 486
	7 781 113		7 781 113			195 854

Au 31 décembre 2014, le montant en EUR de 240 432 a été capitalisé. Le montant nominal des placements en dépôts à terme s'élevait à 18 674 729 EUR.

3.4. Participations en capital

Au 31 décembre 2014, la Fondation détient les participations en capital suivantes :

Nom	Coût d'acquisition en devise		Coût d'acquisition (EUR)		Valorisation au 31 décembre 2014	
Babyloan	EUR	205 765	EUR	205 765	EUR	164 500
TCX	USD	2 395 144	EUR	1 869 751	EUR	1 869 751
Grameen CA Fund	EUR	3 059 846	EUR	3 059 846	EUR	3 059 846
Phare Performing	KHR	260 000 000	EUR	47 687	EUR	47 687
Biotropical ¹	XAF	61 490 000	EUR	93 741	EUR	70 306
Green Village Ventures	INR	15 468 264	EUR	199 790	EUR	199 790
TOTAL			EUR	5 476 580	EUR	5 411 880

1. En raison d'un risque de défaut de paiement, le solde de la créance a été déprécié de 25% de l'exposition totale. Le montant de la dépréciation est de 26 493 EUR pour le principal de l'emprunt. Il est comptabilisé dans le compte "corrections de valeur sur actifs financiers".

3.5. Créances rattachées

Conformément au protocole d'accord conclu le 16 novembre 2014, la Fondation, en sa qualité d'actionnaire de « Phare Ponleu Selpak Association », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 1.

Conformément au protocole d'accord conclu le 9 avril 2014, la Fondation, en sa qualité d'actionnaire de « Biotropical Agricultural Development Company », a accepté d'avancer les liquidités en compte courant indiquées au point 2.

	Nom	Montant (en devise)		Montant (EUR)		Revenus sur créances à recevoir à la date de clôture (EUR)	
1	Phare Performing	USD	200 000	EUR	148 094	EUR	1 254
2	Biotropical ¹	XAF	69 513 928	EUR	79 479	EUR	4 312
	TOTAL			EUR	227 573	EUR	5 566

1. En raison d'un risque de défaut de paiement, le solde de la créance a été déprécié de 25% de l'exposition totale. Le montant de la dépréciation est de 26 493 EUR pour le principal de l'emprunt. Il est comptabilisé dans le compte "corrections de valeur sur actifs financiers".

Note 04. CREANCES

Au 31 décembre 2013 les créances se répartissent comme suit :

Intérêts courus sur les prêts ²	EUR	311 383
Intérêts courus sur les créances rattachées	EUR	5 565
Intérêts courus sur les obligations	EUR	21 090
Intérêts courus sur les dépôts à terme	EUR	195 854
TVA	EUR	5 346
Frais de fonctionnement facturés au Fonds ³	EUR	367 650
Factures au débit du Fonds	EUR	475 318
Autres	EUR	10 469
Créances douteuses à recevoir	EUR	(842 968)
TOTAL	EUR	549 707

2. Au 31 Décembre 2014, le conseil d'administration a décidé de provisionner l'exposition de la Fondation sur l'institution TIAVO. En raison d'un risque de défaut de paiement, l'exposition doit être dépréciée de 50% pour les intérêts courus sur le prêt (21 106 EUR).

3. La Fondation a pris en charge des frais pour le compte Fonds Grameen Crédit Agricole (le «Fonds»). Ces frais sont liés à la constitution et à la gestion quotidienne du Fonds depuis sa création. Au 31 Décembre 2014, la Fondation a commencé le transfert de son portefeuille social business vers le Fonds, bien qu'aucun apport en capital n'ait été fait. Ainsi, l'exposition de la Fondation aux risques liés aux dépenses et créances du Fonds a été réduite par la refacturation de certains de ces frais au Fonds. Au 31 Décembre 2014, le risque total est égal au total du passif, ce qui représente un montant de 842 968 EUR. Cette perte a été enregistrée en tant que créance douteuse et est comptabilisée dans le compte « Dévaluation de l'actif circulant » dans le compte de résultats.

Note 05. AVOIRS EN BANQUE ET EN CAISSE

La Fondation a ouvert un compte d'épargne rémunéré à 1,5% pour un montant de 3 378 772 EUR. Elle a également un compte spécial dédié aux subventions accordées par l'Agence Française de Développement pour un montant de 260 433 EUR.

Au 31 décembre 2014 la Fondation possédait un montant total d'avoirs en banque et en caisse de 4 049 953 EUR.

Note 06. DON S ET RESULTAT

Ce montant comprend les dons initiaux reçus par la Fondation de Crédit Agricole S.A. et de Grameen Trust (soit 50 001 000 EUR), le résultat de l'exercice financier (soit 93 861) EUR) et les pertes à reporter (soit (547 493) EUR).

Note 07. AUTRES PROVISIONS

Au 31 Décembre 2014, le conseil d'administration a décidé de provisionner l'exposition de la Fondation sur l'institution TIAVO. En raison d'un risque de défaut de paiement, l'exposition doit être dépréciée de 50% de la valeur de la garantie accordée pour le prêt (21 106 EUR). L'impact sur le compte de résultat a été enregistré dans le compte « Ajustement de valeur sur les actifs financiers immobilisés ».

Note 08. AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2014, les autres dettes se répartissent comme suit :

Frais de domiciliation	EUR	2 300
Frais de garde	EUR	40 750
Frais comptables	EUR	25 300
Déclaration fiscale	EUR	3 392
Frais d'audit	EUR	16 994
Autres	EUR	109 935
Provisions pour charges salariales relatives au personnel mis à disposition	EUR	127 720
TOTAL	EUR	326 391

Ces montants sont dus à un an ou moins

Note 09. CHARGES DE PERSONNEL

En 2014, le nombre de salariés a été en moyenne de 15 (contre 16 en 2013). Outre ses 15 salariés, la Fondation compte 4 membres du personnel mis à disposition. Le coût des 4 employés externes s'élève à 569 560 EUR (voir Note 10).

Note 10. AUTRES CHARGES EXTERNES

Au 31 décembre 2014, les autres charges externes se répartissent comme suit :

Honoraires	EUR	439 977
Services financiers	EUR	74 572
Honoraires professionnels	EUR	68 598
Location immobilière	EUR	228 025
Location d'équipement de bureau et fournitures	EUR	106 177
Voyages et déplacements	EUR	186 854
Frais de personnel externe	EUR	569 560
Autres charges	EUR	129 789
TOTAL	EUR	1 803 552

Note 11. REVENUS PROVENANT D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET DE PRETS FAISANT PARTIE DES ACTIFS IMMOBILISES

Au 31 décembre 2014, les produits provenant d'autres valeurs mobilières et de prêts faisant partie des actifs immobilisés se répartissent comme suit :

Produits d'intérêts sur les prêts	EUR	1 467 120
Produits d'intérêts sur les titres	EUR	298 645
Produits des commissions de mise en place sur les prêts	EUR	198 815
Produits provenant des créances à rattachées ¹	EUR	86 836
Produits des intérêts des prises de participation	EUR	44 105
TOTAL	EUR	2 095 521

1. Ceci comprend les intérêts courus sur la dette à recevoir de Grameen Danone Foods qui ont été entièrement amortis, suite à une décision du Conseil d'Administration, pour un montant de (44 716) EUR.

Note 12. AUTRES PRODUITS FINANCIERS

Au 31 décembre 2014, les autres produits financiers se répartissent comme suit :

Intérêts reçus / Placements de trésorerie	EUR	291
Intérêts reçus / Dépôt à terme	EUR	352 845
Gains de change	EUR	440
Subvention de Crédit Agricole SA	EUR	50 000
Subvention de l'AFD	EUR	175 174
Produits issus des garanties	EUR	17 467
Refacturation au Fonds	EUR	99 005
Frais de gestion du Fonds	EUR	158 311
Autres revenus	EUR	28 744
TOTAL	EUR	882 277

Note 13. HORS BILAN

Prêts partiellement décaissés

De plus, d'autres accords de prêts ont été partiellement décaissés. La Fondation doit toujours mettre à disposition les montants restant dus à Asiena pour un montant de XOF 50 000 000 (76 247 EUR), à Vision Fund Lanka pour un montant de LKR 91 000 000 (573 314 EUR), à MFW pour un montant de JOD 500 000 (584 659 EUR) ainsi qu'à RENACA pour un montant de XOF 120 000 000 (182 992 EUR).

Comptes courants partiellement décaissés

En outre, des comptes courants ont été partiellement décaissés. La Fondation doit toujours mettre à disposition les montants restant dus à Biotropical pour un montant de XAF 45 986 070 (70 126 EUR).

Garantie

La Fondation a octroyé par l'intermédiaire de la Standard Chartered Bank Indonesia une garantie de prêt à Komida pour un montant de 533 759 EUR, par la BNI Madagascar une garantie de prêt à TIAVO pour un montant de 87 192 EUR et par la Development Finance Corporation of Ceylon (DFCC Bank) deux garanties de prêt pour un montant de 390 000 EUR.

Nantissements

La Fondation a nanti son bon à moyen terme négociable d'un montant de 3 000 000 EUR afin de mobiliser les garanties de CA-CIB (lettres de crédit stand-by) au profit des institutions de microfinance partenaires. Elle a également nanti son dépôt à terme d'un montant de 500 000 EUR auprès de CADIF au titre de la garantie du prêt de MGA 1 600 000 000 pris auprès de BNI Madagascar.

Note 14. SWAPS CROISES DE DEVISES ET DE TAUX

Au 31 décembre 2014, la Fondation a conclu des accords de swaps croisés d'intérêts et de taux pour couvrir l'exposition aux risques de change et de taux sur les intérêts des prêts. Les contrats des swaps croisés de devises et de taux en cours sont les suivants :

Contrat	Montant nominal	Devise	Date d'échéance	Contrepartie
Swaps croisés de devises et de taux	5 000 000 000	KHR	15/04/15	TCX
	1 250 000	USD	15/04/15	CA-CIB
	3 000 000	TJS	15/10/15	TCX
	3 000 000	TJS	15/10/15	TCX
	489 500	AZN	15/10/15	TCX
	30 000 000	THB	15/10/15	TCX
	500 000	AZN	15/10/15	TCX
	1 500 000	TJS	15/10/15	TCX
	7 100 000 000	IDR	15/10/15	TCX
	2 900 000	TJS	15/10/15	TCX
	12 500 000 000	IDR	15/10/15	TCX
	400 000	AZN	15/04/16	TCX
	400 000	AZN	15/04/16	TCX
	300 000	USD	15/04/16	CA-CIB
	1 500 000 000	KHR	18/04/16	TCX
	1 000 000 000	KHR	18/04/16	TCX
	5 000 000 000	IDR	17/10/16	TCX
	850 000 000	UGX	17/10/16	TCX
	30 000 000	KES	17/10/16	TCX
	25 000 000	KES	17/10/16	TCX
	5 000 000 000	IDR	17/10/16	TCX
	70 000 000	THB	15/12/16	TCX
	800 000	USD	15/12/16	CA-CIB
	400 000	USD	15/04/17	CA-CIB
	8 000 000 000	KHR	18/04/17	TCX
	33 000 000 000	IDR	18/04/17	TCX
	6 000 000 000	IDR	18/04/17	TCX
	480 000 000	MWK	18/04/17	TCX
	2 750 000 000	KHR	15/06/17	TCX
	1 000 000	USD	15/06/17	CA-CIB
	750 000	AZN	16/06/17	TCX
	340 000	USD	15/10/17	CA-CIB
	216 303 700	KES	16/10/17	TCX
	6 000 000	TJS	16/10/17	TCX
	880 000 000	UGX	16/10/17	TCX
	1 000 000 000	UGX	16/10/17	TCX
	500 000	JOD	16/10/17	TCX
	58 000 000	KES	16/10/17	TCX
	7 900 000 000	KHR	17/10/17	TCX
	7 000 000	TJS	16/04/18	TCX
	104 000 000	LKR	18/06/18	TCX

Note 15. AVANCES ET PRETS ACCORDES AUX MEMBRES DE L'EQUIPE ADMINISTRATIVE, MANAGERIALE ET ORGANE DE SURVEILLANCE

Il n'y a pas eu d'avances ou de prêts accordés aux membres de l'équipe administrative, managériale ou à l'organe de surveillance au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2014.

Note 16. AUTRES EVENEMENTS

Il n'y a aucun événement notable après la date de l'émission du bilan qui induise une révision ou une notification dans les comptes annuels.

Notes to the Financial Statements

Note 01. GENERAL

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation (the “Foundation”) was created on September 24, 2008 when it was approved by the relevant authorities of Luxembourg.

The registered office of the Foundation is established in 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg. The Foundation was created under the modified Law of April 21, 1928 on associations and non-profit foundations. It is placed under scrutiny from the Justice Ministry of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Grameen Crédit Agricole Microfinance Foundation, founded by Grameen Trust and Credit

Agricole S.A., was granted EUR 50 001 000 (EUR 50 000 000 from Crédit Agricole S.A. and EUR 1 000 from Grameen Trust) with the objective to fight against poverty and financial exclusion in emerging countries by supporting the development of MicroFinance Institutions (MFIs) and by assisting social business projects.

The Foundation aims to provide financial support to MFIs through loans, guarantees or equity, and to offer technical assistance adapted to their stage of development, focusing on MFIs encouraging the agriculture and rural activities.

The Foundation intends to be active mainly in the following 3 regions:

- Sub-Saharan Africa
- the Middle East and North Africa
- South and South-East Asia

The Foundation financial year starts on January 1 and ends on December 31 of each calendar year. The first financial period started on September 24, 2008 and ended on December 31, 2009.

The Foundation offers at the time of this report loans in EUR, USD, XOF, KHR, IDR, LKR, THB, AZN, JOD, MGA, MWK, UGX, KES and TJS depending on the currency area of the partner institution, and retains the objective to offer loans in any another currency (subject to hedging through currency and interest rate swap transactions with third parties).

The Foundation is managed by the Board of Directors and the two specialized committees that have been created with some members of the Board of Directors:

- The Project Committee which makes decisions on the MFI and Social Business financing deals proposed by the Managing Director, within the limits decided by the Board of Directors;
- The Ethics, Compliance and Audit Committee which ensures that deontology and conformity of the Foundation’s social mandate are adhered to.

A Managing Director has been appointed and has a delegation of powers for the day to day management and running of the Foundation.

The articles of incorporation were published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations on October 30, 2008. The Foundation is recorded at the Luxembourg Trade Register under the number R.C.S. Luxembourg: G 194.

Note 02. ACCOUNTING POLICIES

General principles

The annual accounts have been prepared in accordance with the laws and regulations in force in Grand-Duchy of Luxembourg. The layout of the balance sheet and of the surplus and loss account has been adapted to the particularities of the Foundation.

The preparation of the annual accounts requires the Board of Directors of the Foundation to make estimates and assumptions that affect certain amounts reported in the annual accounts. Although these estimates are subject to uncertainties, they are based on the Board of Directors' best knowledge of current events and actions. It is reasonably possible, on the basis of the existing knowledge that outcomes within the next financial year may differ from these estimates.

The significant accounting policies are as follows:

2.1. Financial assets

Financial assets are recorded at acquisition cost. Where there is a permanent diminution in value of the financial assets, a value adjustment is made accordingly.

2.2. Debtors

Debtors are stated at their nominal value reduced by appropriate value adjustments for unrecoverable amounts. These value adjustments are determined as deemed appropriate by management.

2.3. Provisions

Provisions to cover foreseeable liabilities and charges are determined at the end of each year. Provisions set up in previous years are reviewed regularly and may be written back to the Surplus and Loss account.

2.4. Creditors

Amounts owned are recorded at their repayable amount or due.

2.5. Interest income

Interest income is recognised on a time-proportionate basis. It includes interest income from cash and cash equivalents and interest income on debt securities.

2.6. Foreign Currency Translation

The Foundation maintains its accounting records in EUR and the Balance Sheet and the Surplus and Loss account are expressed in this currency. Balances denominated in foreign currencies are translated into EUR as follows:

- all assets, other than financial assets, are stated at the lower of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year end. The cost of financial assets is translated into EUR at historical rates;
- all liabilities are stated at the higher of their countervalue translated into EUR at historical rates and at the rate prevailing at the year-end;
- income and charges denominated in foreign currencies are translated into EUR at the rate ruling at the transaction date.

Consequently, only realized exchange gains and losses and unrealized exchanges losses are reflected in the Surplus and Loss account.

2.7. Cross-Currency interest rate swaps

MFI loans denominated in a currency other than EUR or XOF are hedged by cross-currency interest rate swap agreements (except one loan in MGA and part of a loan in JOD) and then recorded following the fixed euro rate as agreed. As, the hedging is fully effective, the fair value of the Cross-Currency interest rate swaps is not recorded. All swaps are disclosed in the note 14.

Note 03. FINANCIAL FIXED ASSETS

Financial assets held by the Foundation as at December 31, 2014 can be detailed as follows:

3.1. Loans

The following loans have been granted to Micro Finance Institutions.

N°	MFI name	CCY	Amount granted on local currency	Amount granted in EUR	Net Amount outstanding	Income on outstanding loans
1	RENACA Benin	XOF	320,000,000	487,837	203,265	19,596
2	Alidé	XOF	400,000,000	609,796	121,959	20,489
3	Juhudi Kilimo Company Ltd	KES	55,000,000	482,170	482,170	9,078
4	Bimas	KES	58,000,000	520,715	520,715	2,902
5	Kenya Women Finance Trust	KES	216,303,700	2,000,000	923,400	53,564
6	Micro Fund for Women Ltd	JOD	1,500,000	1,650,000	1,132,375	8,418
7	RMCR	XOF	300,000,000	457,347	457,347	18,199
8	Coopec Sifa	XOF	100,000,000	152,449	114,337	7,277
9	Wages	XOF	500,000,000	762,245	190,561	32,014
10	Asiena	XOF	150,000,000	228,674	101,633	9,475
11	ACFIME	XOF	130,000,000	198,184	198,184	2,119
12	PAMF	XOF	500,000,000	762,245	762,245	41,288
13	Uganda ECLOF	UGX	850,000,000	245,469	245,469	7,585
14	Uganda Micro-Credit Foundation Ltd	UGX	1,000,000,000	300,000	293,423	2,739
15	ENCOT Uganda	UGX	880,000,000	257,362	257,362	2,372
16	Paidek	USD	300,000	221,951	166,463	12,966
17	Phoenix / Ravnaq	TJS	1,500,000	240,365	96,146	10,209
18	IMF Hekima	USD	340,000	250,000	271,435	2,904
19	MEC FADEC NJAMBUR	XOF	100,000,000	152,449	88,929	7,762
20	CAURIE Microfinance	XOF	1,200,000,000	1,829,388	1,117,959	44,147
21	Finca Malawi Ltd.	MWK	480,000,000	882,037	882,037	28,825
22	Hattha Kaksekar Ltd	USD	1,250,000	937,031	187,406	24,440
		KHR	7,900,000,000	1,518,026	1,518,026	14,850
23	Thaneakea Phum Cambodia	THB	100,000,000	2,353,119	1,575,291	131,276
24	AMK Ltd	KHR	13,000,000,000	2,413,289	1,624,801	90,013
25	Tuba Rai Metin	USD	400,000	298,730	248,942	11,199
26	Koperasi Mitra Dhu'Afa	IDR	13,100,000,000	933,708	595,300	39,576
27	Mitra Bisnis Keluarga	IDR	45,500,000,000	3,007,548	2,429,305	119,042
28	Bina Artha Ventura	IDR	10,000,000,000	633,029	572,215	16,293
29	LOLC Microcredit	EUR	3,300,000	3,300,000	1,897,143	146,993
30	Vision Fund Lanka	LKR	91,000,000	1,100,000	633,148	5,156
31	Chamroeun Microfinance Ltd	KHR	5,250,000,000	977,969	789,644	40,349
32	Kreditimi Rural I Kosoves LLC	EUR	1,000,000	1,000,000	600,000	66,456
33	JSC MFO Crystal	EUR	1,500,000	1,500,000	1,500,000	11,375
34	Finance for Development	AZN	500,000	499,650	199,860	23,960
		EUR	1,000,000	1,000,000	1,000,000	39,667
35	Viator Mikrokredit Azerbaijan LLC	AZN	2,039,500	1,975,123	1,365,973	83,435
36	OXUS Microfinance Tadjikistan	TJS	2,900,000	458,064	183,225	9,310
37	OXUS Microfinance RDC	USD	800,000	630,418	630,418	18,143
38	Arvand LLC	TJS	10,000,000	1,519,115	1,199,795	67,628
39	LLC MLO Humo & Partner	TJS	9,000,000	1,396,385	942,774	71,963
40	Palestine for Credit & Development	USD	1,000,000	739,098	739,098	13,869
41	TIAVO ¹	MGA	1,600,000,000	509,596	382,197	40,285
TOTAL				41,390,581	29,441,975	1,429,206

1. Due to a risk of default on payment on the MFI TIAVO, the outstanding balance on the loan has been depreciated for 25% of the total exposure and the accrued interest was depreciated for 50% of the total exposure (Note 4). The depreciation amounts to EUR 127 399 for the principal on the loan and to EUR 21 106 for the accrued interest. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets" or the principal on the loan and to EUR 21 106 for the accrued interest. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets".

As of December 31, 2014, an income of EUR 37 914 was received on loans that arrived to maturity during the year. The total income on loans as at 31/12/14 amounted to EUR 1 467 120.

Loans in USD, KHR, THB, IDR, AZN, PHP, KES, MWK, UGX, LKR and TJS are covered by a cross-currency interest rate swap. For loans covered by cross-currency interest rate swaps (CCIRS), margins related to CCIRS are included in interest received and / or accrued interest.

3.2. Bonds

3.2.1. Medium-Term Negotiable bonds (French Bons à Moyen Terme Négociables)

The Foundation has invested in the following Crédit Agricole S.A. BMTN as of December 31, 2014:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Start date	Maturity date	Rate	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	3,000,000	3,000,000	25.10.11	26.10.15	3.83%	114,900	21,091	135,991

3.2.2. Euro Medium Term Note (French Titre de créance à moyen terme)

The Foundation has invested in the following Credit Agricole Corporate & Investment Bank EMTN during the year 2014. Although the position was cleared on November 18, 2014, revenues for the year are depicted as follows:

N°	Amount (EUR)	Residual amount after repayment (EUR)	Start date	Maturity Date	Rate	Interest received (EUR)	Accrued interest (EUR)	Total (EUR)
1	5,000,000	-	04.03.11	18.11.14	3.62%	159,677	-	159,677

3.3. Term Deposit Placement

N°	Amount (EUR)	Deposit Period	Valuation as of Dec 31, 2014	Nb. of days	Rate %	Accrued interest (EUR)
1	1,500,000	24.10.11 – 24.10.15	1,500,000	1,461	3.78	11,806
2	3,050,000	03.02.12 – 03.02.16	3,050,000	1,461	3.71	101,716
3	500,000	28.04.14 – 28.04.15	500,000	365	0.51	1,757
4	36,313	13.02.14 – 13.04.16	36,313	790	0.40	148
5	1,996,000	13.02.13 – 31.12.14	1,996,000	686	3.00	61,513
6	199,600	28.05.13 – 31.12.14	199,600	582	2.67	5,428
7	499,200	14.08.13 – 31.12.14	499,200	504	2.67	13,486
	7,781,113		7,781,113			195,854

As of December 31, 2014, the amount of EUR 240 432 has been capitalised. The nominal of Term Deposit Placement amounted also to EUR 8 021 545.

3.4. Equities

The Foundation has invested in the following participations as of December 31, 2014:

Name	Acquisition cost in currency		Acquisition cost (EUR)		Valuation as of Dec. 31, 2014	
Babyloan	EUR	205,765	EUR	205,765	EUR	164,500
TCX	USD	2,395,144	EUR	1,869,751	EUR	1,869,751
Grameen CA Fund	EUR	3,059,846	EUR	3,059,846	EUR	3,059,846
Phare Performing	KHR	260,000,000	EUR	47,687	EUR	47,687
Biotropical ¹	XAF	61,490,000	EUR	93,741	EUR	70,306
Green Village Ventures	INR	15,468,264	EUR	199,790	EUR	199,790
TOTAL			EUR	5,476,580	EUR	5,411,880

1. Due to a risk of default on payment, the outstanding balance on the debt receivable has been depreciated for 25% of the total exposure. The depreciation of the principal amounts to EUR 26 493. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets".

3.5. Debts receivable

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at November 16, 2013 the Foundation as shareholder of "Phare Ponleu Selpak Association" has agreed to make an advance on current account (See point 1 below).

In accordance with the memorandum of understanding concluded as at April 9, 2014 the Foundation as shareholder of "Biotropical Agricultural Development Company" has agreed to make an advance on current account (See point 2 below).

	Name	Amount (in Currency)		Amount (EUR)		Income from debt receivable at closing date (EUR)
1	Phare Performing	USD	200,000	EUR	148,094	EUR 1,254
2	Biotropical ¹	XAF	69,513,928	EUR	79,479	EUR 4,312
	TOTAL			EUR	227,573	EUR 5,566

1. Due to a risk of default on payment, the outstanding balance on the debt receivable has been depreciated for 25% of the total exposure. The depreciation of the principal amounts to EUR 26 493. It is accounted for in the account "value adjustments on financial assets".

Note 04. DEBTORS

As of December 31, 2014, the debtors consist of:

Accrued Interest on Loans ²	EUR	311,383
Accrued Interest on Debts receivable	EUR	5,565
Accrued Interest on Bond	EUR	21,090
Accrued Interest on Deposit	EUR	195,854
Value added tax	EUR	5,346
Management fees invoiced to the Fund ³	EUR	367,650
Invoices issued to the Fund	EUR	475,318
Others	EUR	10,469
Doubtful receivables	EUR	(842,968)
TOTAL	EUR	549,707

2. As at December 31, 2014, the board of Directors has decided to book a provision on the exposure that the Foundation has on the IMF TIAVO. Due to a risk of default on payment, its exposure has to be depreciated for 50% of the accrued interest on the loan (EUR 21 106).

3. The Foundation has paid fees in the name of Grameen Credit Agricole Fund (the "Fund"). The fees are related to the constitution and the day-to-day management since the inception of the Fund. At December 31, 2014, the Foundation has commenced the transfer of its Social Business portfolio into the Fund although no capital contributions were made. Thus, the Foundation's exposure to the Fund's risks on all expenses and creditors has been reduced by re-invoicing some of these expenses to the Fund. As at December 31, 2014, the total risk equals to the total liabilities, amounting to EUR 842 968. This Loss amount has been recorded as doubtful receivables and is included in the caption "Depreciation on current assets" in the Surplus and accounts.

Note 05. CASH AT BANK AND IN HAND

The Foundation has opened a 1.5% yield savings book with EUR 3 378 772. It also has a EUR 260 433 balance on a special bank account dedicated to the grants provided by the French Development Agency (Agence française de développement).

As of December 31, 2014 the Foundation held a total of EUR 4 049 953 of Cash at bank and in hand.

Note 06. GRANTS AND RESULT

This amount includes the initial grants from Crédit Agricole S.A. and Grameen Trust of EUR 50 001 000.00 received by the Foundation as well as the result of the financial year EUR (93 861) and the loss carried forward of EUR (547 493).

Note 07. OTHER PROVISIONS

As at December 31, 2014, the Board of Directors has decided to book a provision on the exposure that the Foundation has on the IMF TIAVO. Due to a risk of default on payment, its exposure has to be depreciated for 50% of the value of the guarantee granted for the loan (EUR 21 986). The impact on Surplus & Loss has been classified on the caption "Value adjustments on financial assets".

Note 08. OTHER CREDITORS

As of December 31, 2014, the other creditors consist of:

Domiciliary fees	EUR	2,300
Custodian fees	EUR	40,750
Accounting fees	EUR	25,300
Tax declaration	EUR	3,392
Audit fees	EUR	16,994
Other	EUR	109,935
Salary provisions for personnel seconded to the entity	EUR	127,720
TOTAL	EUR	326,391

These amounts are due in one year or less.

Note 09. STAFF COSTS

During the year ended 2014 the average number of employees of the Foundation was 15 (Vs. 16 in 2013). In addition to the 15 employees, the Foundation had at its disposal 4 more external employees. The cost of the 4 external employees amounts to EUR 569 560 (note 10).

Note 10. OTHER EXTERNAL CHARGES

As of December 31, 2014, other external charges consist of:

Honoraries	EUR	439,977
Financial services	EUR	74,572
Professional fees	EUR	68,598
Real property rental	EUR	228,025
Office equipment rental and office supplies	EUR	106,177
Journeys and business travel	EUR	186,854
External Personnel	EUR	569,560
Other charges	EUR	129,789
TOTAL	EUR	1,803,552

Note 11. INCOME FROM OTHER TRANSFERABLE SECURITIES AND FROM LOANS FORMING PART OF THE FIXED ASSETS

As of December 31, 2014, income from other transferable securities and from loans forming part of the fixed assets consists of:

Income from interest on loan	EUR	1,467,120
Income from interest on bonds	EUR	298,645
Income from setting up commissions on loans	EUR	198,815
Income from debts receivable ¹	EUR	86,836
Income from participating interest	EUR	44,105
TOTAL	EUR	2,095,521

1. This includes accrued interest on the debt receivable Grameen Danone Food which were entirely depreciated following a Board of Directors' decision (EUR 44 716).

Note 12. OTHER FINANCIAL INCOME

As of December 31, 2014, other financial income consists of:

Cash interest received	EUR	291
Cash interest received / term deposit	EUR	352,845
Exchange gains	EUR	440
Grant from Crédit Agricole S.A.	EUR	50,000
Grant from Agence Française de Développement	EUR	175,174
Income from guarantees	EUR	17,467
Reinvoicing to the Fund	EUR	99,005
Management fees from the Fund	EUR	158,311
Other income	EUR	28,744
TOTAL	EUR	882,277

Note 13. OFF BALANCE

Partially disbursed loans

Moreover, other loan agreements have been partially drawn. The Foundation has still to issue the remaining amount to Asiena for an amount of XOF 50,000,000 (EUR 76,247), to Vision Fund Lanka for an amount of LKR 91,000,000 (EUR 573,314), to MFW for an amount of JOD 500,000 (EUR 584,659) as well as to Reneca for an amount XOF 120,000,000 (EUR 182,992).

Partially disbursed debts

Moreover, debts receivable have been partially drawn. The Foundation has still to issue the remaining amount to Biotropical for an amount of XAF 45,986,070 (EUR 70,126).

Guarantee

The Foundation provided the bank Standard Chartered Bank Indonesia with a loan guarantee for Komida for an amount of EUR 533,759, the BNI Madagascar with a loan guarantee for TIAVO for an amount of EUR 87,192 and the Development Finance Corporation of Ceylon (DFCC Bank) with two loan guarantees for a total amount of EUR 390,000.

Collaterals

The Foundation has collateralised its Medium-Term Negotiable bond of EUR 3,000,000 in order to mobilise guarantees through CA-CIB (stand-by letters of credit) to the benefit of its partner MFI.

It has also collateralised its term deposit of EUR 500,000 at CADIF as guarantee on the MGA 1 600,000,000 loan it took at BNI in Madagascar.

Note 14. CROSS-CURRENCY INTEREST RATE SWAP

As of December 31, 2014, the Foundation entered into cross-currency interest rate swap agreements to hedge the currency and the interest rate exposure on interest on loans.

Contrat	Nominal amount	Currency	Maturity date	Counterpart
Cross-Currency Interest Rate Swap	5,000,000,000	KHR	15/04/15	TCX
	1,250,000	USD	15/04/15	CA-CIB
	3,000,000	TJS	15/10/15	TCX
	3,000,000	TJS	15/10/15	TCX
	489,500	AZN	15/10/15	TCX
	30,000,000	THB	15/10/15	TCX
	500,000	AZN	15/10/15	TCX
	1,500,000	TJS	15/10/15	TCX
	7,100,000,000	IDR	15/10/15	TCX
	2,900,000	TJS	15/10/15	TCX
	12,500,000,000	IDR	15/10/15	TCX
	400,000	AZN	15/04/16	TCX
	400,000	AZN	15/04/16	TCX
	300,000	USD	15/04/16	CA-CIB
	1,500,000,000	KHR	18/04/16	TCX
	1,000,000,000	KHR	18/04/16	TCX
	5,000,000,000	IDR	17/10/16	TCX
	850,000,000	UGX	17/10/16	TCX
	30,000,000	KES	17/10/16	TCX
	25,000,000	KES	17/10/16	TCX
	5,000,000,000	IDR	17/10/16	TCX
	70,000,000	THB	15/12/16	TCX
	800,000	USD	15/12/16	CA-CIB
	400,000	USD	15/04/17	CA-CIB
	8,000,000,000	KHR	18/04/17	TCX
	33,000,000,000	IDR	18/04/17	TCX
	6,000,000,000	IDR	18/04/17	TCX
	480,000,000	MWK	18/04/17	TCX
	2,750,000,000	KHR	15/06/17	TCX
	1,000,000	USD	15/06/17	CA-CIB
	750,000	AZN	16/06/17	TCX
	340,000	USD	15/10/17	CA-CIB
	216,303,700	KES	16/10/17	TCX
	6,000,000	TJS	16/10/17	TCX
	880,000,000	UGX	16/10/17	TCX
	1,000,000,000	UGX	16/10/17	TCX
	500,000	JOD	16/10/17	TCX
	58,000,000	KES	16/10/17	TCX
	7,900,000,000	KHR	17/10/17	TCX
	7,000,000	TJS	16/04/18	TCX
	104,000,000	LKR	18/06/18	TCX

Note 15. ADVANCES AND LOANS GRANTED TO THE MEMBERS OF THE ADMINISTRATIVE, MANAGERIAL AND SUPERVISORY BODY

There were no advances or loans granted to the members of the administrative, managerial and supervisory body during the year ended on December 31, 2014.

Note 16. SUBSEQUENT EVENTS

There were no significant events occurring after the Balance Sheet date, which could require revision or disclosure in the annual accounts.

CRÉDITS PHOTO :

Philippe Lissac

Thierry Ledoux

David Pell

Didier Gentilhomme

Lan Adrian

François Galland

CONCEPTION ET RÉALISATION :

natxo  .com

GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
MICROFINANCE FOUNDATION

5 Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg



GRAMEEN CRÉDIT AGRICOLE
Microfinance Foundation

www.grameen-credit-agricole.org